

Erdélyt illető
ORSZÁGOS KORMÁNYLAP.

1857-dik év.

I. R é s z.

III. darab.

Kiadott és szétküldött april 22-kén 1857.

31. szám.

Távírda-szerződvény

Ausztria és Szárdinia között 1856
október 3-ról.

Aláíratott Turinban 1856 október 3-kán.

A jóváhagyásokban kicseréltetett 1856 de-
cember 6-kán.

A birodalmi törvénylap VII. dar. 27. sz. ki-
adatott február 21-kén 1857.

Nos Franciscus Josephus Primus,
divina favente clementia Austriae
Imperator; Hungariae, Bohemiae, Lombardiae
et Venetiarum, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae,
Galiciae, Iodomeriae et Illyriae Rex; Archidux
Austriae; Magnus Dux Cracoviae; Dux Lotharingiae,
Salisburgi, Styriae, Carinthiae, Carnioli-
ae, Bucovinae, superioris et inferioris Si-
lesiae; Magnus Princeps Transsilvaniae; Mar-
chio Moraviae; Comes Habsburgi et Tirolis
etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis,
quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Nostro et Majestatis Suae
Regis Sardiniae Plenipotentiaro, novus de com-
municationibus et viis telegraphicis tractatus,
cui conventionem illam inter Imperium Austriae
atque Regnum Sardiniae, 28 Septembris anno
1853 conciliatum suppleret.

Augustae Taurinorum 3 Octobris anni cur-
rentis, quadraginta articulos complectens initus
et signatus fuit, tenoris sequentis:

Landes-Regierungsblatt

für

Siebenbürgen.

Jahr 1857.

I. A b t h e i l u n g.

III. Stück.

Ausgegeben und versendet am 22. April 1857.

No. 31.

Telegraphen-Vertrag

zwischen Oesterreich und Sardinien
vom 3. October 1856.

Unterzeichnet zu Turin am 3. October 1856.

In den Ratificationen ausgewechselt am 6. De-
cember 1856.

Im Reichs-Gesetz-Blatte VII. Stück No. 27,
ausgegeben am 21. Februar 1857.

Nos Franciscus Josephus Primus,
divina favente clementia Austriae
Imperator; Hungariae, Bohemiae, Lombardiae
et Venetiarum, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae,
Galiciae, Lodomeriae et Illyriae Rex; Archidux
Austriae; Magnus Dux Cracoviae; Dux Lotharingiae,
Salisburgi, Styriae, Carinthiae, Carnioli-
ae, Bucovinae, superioris et inferioris Si-
lesiae; Magnus Princeps Transilvaniae; Mar-
chio Moraviae; Comes Habsburgi, et
Tirolis etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis,
quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Nostro et Majestatis Suae
Regis Sardiniae Plenipotentiaro, novus de com-
municationibus et viis telegraphicis tractatus,
cui conventionem illam inter Imperium Au-
striae atque Regnum Sardiniae, 28. Septem-
bris anno 1853 conciliatum suppleret.

Augustae Taurinorum 3. Octobris anni cur-
rentis, quadraginta articulos complectens
initus et signatus fuit, tenoris sequentis:

Български губернски провинциален

лист

A P D E A J Ő.

Аннѣ 1857

I. С Е Н Ч И Ъ Н Е.

III. мѣсякъ.

Есѣпатѣ ми трѣмѣщѣ ан 22. Априле 1857.

Np. 31.

Tratatŭ de telegrafŭ

entre Austria mi Capdinia din 3.
Otombr 1856.

Съберѣщѣ ан Търинѣ ан 3. Отомбр 1856.

Ратификациѣ с'ащ екимѣщѣ ан 6. Дечембр
1856.

Ан български имперѣалѣ мѣсякъ VII, Np.
27, есѣпатѣ ан 21. Феврѣ 1857.

Nos Franciscus Josephus Primus,
divina favente clementia Austriae
Imperator; Hungariae, Bohemiae, Lombardiae
et Venetiarum, Dalmatiae, Croatiae, Slavoniae,
Galiciae, Lodomeriae et Illyriae Rex; Archidux
Austriae; Magnus Dux Cracoviae; Dux Lothar-
ingiae, Salisburgi, Styriae, Carinthiae, Car-
nioli-ae, Bucovinae, superioris et inferioris
Silesiae; Magnus Princeps Transilvaniae; Mar-
chio Moraviae; Comes Habsburgi et Tiro-
lis etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis,
quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Nostro et Majestatis Suae
Regis Sardiniae Plenipotentiaro, novus de com-
municationibus et viis telegraphicis tractatus,
cui conventionem illam inter Imperium Au-
striae atque Regnum Sardiniae, 28. Sep-
tembris anno 1853 conciliatum suppleret.

Augustae Taurinorum 3. Octobris anni cur-
rentis, quadraginta articulos complectens
initus et signatus fuit, tenoris sequentis:

U r t e r t.

S. M. l'Empereur d'Autriche, stipulant tant en son nom qu'au nom des Royaumes de Prusse, de Bavière, de Saxe, de Hanovre, de Wurtemberg, des Pays-Bas, des Grand Duchés de Bade et de Mecklembourg-Schwerin, et S. M. le Roi de Sardaigne, dans le desir d'assurer à la correspondance télégraphique toute la célérité possible et apporter à la convention spéciale conclue le 28 septembre 1853 des changemens et améliorations dont l'expérience a fait reconnaître l'utilité sont convenus de négocier dans ce but une nouvelle convention télégraphique; et ont à cet effet nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Empereur d'Autriche, le Comte Louis Jean Baptiste Em. de Paar, Chevalier de l'Ordre du Lion Neerlandais, Son Chargé d'Affaires près le Gouvernement de Sardaigne; et

S. M. le Roi de Sardaigne le Comte Roger Gabaleone de Salmour, Officier de l'Ordre des S. S. Maurice et Lazare, et des Ordres de la Légion d'honneur de France et de Léopold de Belgique, Son Secrétaire Général au Ministère des Affaires Etrangères, lesquels après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme sont convenus des Articles suivants:

Article 1.

Tout individu aura le droit de se servir des télégraphes électriques internationaux des Etats contractants; mais chaque Gouvernement se réserve la faculté de faire constater l'identité de tout expéditeur qui demandera la transmission d'une ou plusieurs dépêches.

Article 2.

Le service des lignes de télégraphe électrique établis ou à établir par les Etats contractants sera soumis en ce qui concerne la transmission et la taxe des dépêches internationales aux dispositions ci-après, chaque Gouvernement se réservant expressement le droit de régler à sa convenance le service et le tarif télégraphique pour les correspondances à transmettre dans les limites de ces propres lignes, et restant dans ce dernier cas entièrement libre quant au choix des appareils à employer. Chacun des deux Etats reste également juge des mesures à prendre pour la sécurité de ces lignes et pour la police et le contrôle des correspondances de toute nature. Les dépêches internationales sont celles qui empruntent pour être transmises à destination les lignes des deux Etats contractants.

Article 3.

Les Etats qui n'ont pas pris part à cette Convention seront admis sur leur demande à y accéder.

Article 4.

Les Hautes Parties contractantes prennent l'engagement de se communiquer réciproquement tous les documens relatifs à l'organisation et au service de leurs lignes télégraphiques, aux appareils qu'elles emploient, comme aussi tout perfectionnement qui viendrait à avoir lieu dans le service. Chacune d'elles enverra à l'autre, savoir:

1. à la fin de chaque trimestre un tableau indiquant le nom des stations et le nombre des fils affectés à la correspondance publique ou privée sur les diverses sections de son réseau, et
2. au commencement de chaque année une carte résumant les changemens survenus à cet égard dans toute l'étendue de son réseau pendant la dernière période annuelle. L'appareil morse sera provisoirement adopté pour la transmission des correspondances internationales.

Article 5.

Les Gouvernemens contractants s'efforceront de réunir leurs fils télégraphiques de manière à pouvoir donner passage sans interruption aux frontières, et d'une extrémité à l'autre des plus longues lignes aux dépêches internationales.

Pour accroître et faciliter leurs rapports directs de correspondance télégraphique ils s'engagent à poser dans le plus bref délai possible de nouveaux fils exclusivement destinés à la transmission non interrompue des dépêches entre les Capitales de leurs Etats respectifs.

Article 6.

Chaque Gouvernement conserve la faculté d'interrompre le service de la télégraphie internationale pour un temps indéterminé s'il le juge convenable, soit pour toutes les correspondances, soit seulement pour certaines natures de correspondances, soit enfin pour certaines lignes, mais aussitôt qu'un des deux Gouvernemens aura adopté une mesure de ce genre, il devra en donner immédiatement connaissance à l'autre Gouvernement contractant.

Article 7.

Les Etats contractans déclarent n'accepter aucune responsabilité à raison du service de la correspondance internationale par voie télégraphique.

Article 8.

Les dépêches seront classées dans l'ordre suivant :

1. Dépêches d'Etat, c'est-à-dire celles qui émaneront du Chef de l'Etat, des Ministres, des Commandants en Chef des forces de terre ou de mer, et des Agents diplomatiques ou Consulaires des deux Gouvernements, ou de ceux qui y auront ultérieurement adhéré. Cet avantage de priorité et les autres privilèges ci-après consacrés en faveur des dépêches d'Etat seront étendus de plein droit, mais sous réserve de réciprocité aux dépêches d'Etat des Pays avec lesquels l'une ou l'autre des parties contractantes aurait déjà conclu ou viendrait à conclure des Conventions télégraphiques particulières.

Les dépêches diplomatiques des autres Puissances seront considérées et traitées comme celles des particuliers.

2. Dépêches de service exclusivement consacrées au service des télégraphes internationaux ou relatives à des mesures urgentes ou à des accidents graves sur le chemins de fer.

3. Enfin dépêches des particuliers.

La transmission des dépêches aura lieu dans l'ordre de leur remise par les expéditeurs ou de leur arrivée aux stations intermédiaires ou de destination en observant les règles de priorité ci-après.

1. Dépêches d'Etat.

2. Dépêches de service spécifiées au §. 2 ci-dessus.

3. Dépêches des particuliers.

Une dépêche commencée ne pourra être interrompue à moins qu'il n'y ait urgence extrême à transmettre une communication d'un rang supérieur.

Entre deux bureaux en relation immédiate et quant il s'agira de dépêches du même rang on passera ces dépêches dans l'ordre alternatif.

Article 9.

Lorsqu'une interruption dans les communications sera signalée après l'acceptation d'une dépêche, le bureau à partir duquel la transmission sera devenue impossible, mettra à la poste et par lettre recommandée une copie de la dépêche sous chargement d'office, ou la transmettra en service par le plus prochain convoi. Il l'adressera suivant les circonstances, soit au bureau le plus rapproché en mesure de lui faire continuer la voie télégraphique soit au bureau de destination qui la traitera comme dépêche ordinaire. Aussitôt que la communication sera rétablie la dépêche sera transmise de nouveau au moyen du télégraphe par le bureau qui en aura fait l'envoi par la poste ou par le chemin de fer.

Article 10.

Les bureaux télégraphiques respectifs seront autorisés à recevoir les dépêches pour des localités situées en dehors des lignes télégraphiques. Elles seront rendues à leur destination, soit par la poste au moyen de lettres recommandées soit par exprès ou estafette si l'expéditeur en fait la demande.

L'indication donnée par l'expéditeur pour le mode de transport d'une dépêche au-delà des lignes télégraphiques ainsi que les avis ou renseignements de service n'entreront pas dans le compte des mots.

Article 11.

Les dépêches à transmettre devront être écrites à l'encre sans rature ni abréviation avec clarté et dans un langage intelligible. Elles devront porter la signature de l'expéditeur ainsi que l'adresse bien précise du destinataire conformément au modèle qui sera ultérieurement arrêté. L'adresse de la dépêche devra être mise en tête, elle sera suivie du texte, et la signature de l'expéditeur se trouvera au bas de la dépêche.

Article 12.

Les dépêches d'Etat seront passibles des taxes ordinaires, elles devront toujours être revêtues du timbre ou du cachet de l'expéditeur, elles pourront être écrites en chiffres arabes ou en caractères alphabétiques faciles à reproduire par les appareils en usage, ou bien encore être libellées en français, en anglais, en italien ou en allemand, mais elles seront toujours écrites en caractères romains dans les pays où ces caractères sont généralement employés, elles seront transmises en signes, lettres ou nombres également en usage dans les bureaux télégraphiques.

La transmission des dépêches d'Etat sera de droit, les bureaux télégraphiques n'auront aucun contrôle à exercer sur elles.

Article 13.

Les dépêches de service et celles des particuliers ne pourront pas être écrites en chiffres, elles seront rédigées au choix de l'expéditeur en français, en allemand, en anglais ou en italien mais elles seront toujours écrites en caractères romains dans les pays où ces caractères sont généralement employés.

Provisoirement les Parties contractantes seront tenues d'accepter les dépêches rédigées en langue étrangère à leurs pays dans les bureaux désignés dans le règlement à intervenir entre les administrations télégraphiques.

Article 14.

Les bureaux télégraphiques au point de départ et au lieu de destination de chaque dépêche auront le droit de refuser ne l'expédier ou de la transmettre, si sa teneur leur paraît contraire aux bonnes moeurs ou à la sécurité publique. Le recours contre de semblables décisions sera adressé à l'administration centrale des stations où elles auront été prises. Dans tous les cas les administrations centrales télégraphiques de chaque Etat auront la faculté d'arrêter la transmission de toute dépêche qui leur paraîtrait offrir quelque danger.

Article 15.

Dans les villes spécialement désignées à cet effet le service des bureaux télégraphiques ne sera pas interrompu pendant la nuit. Les autres bureaux télégraphiques seront ouverts tous les jours, y compris les dimanches et les fêtes, du 1. Avril à la fin de Septembre depuis sept heures du matin jusqu'à neuf heures du soir, et du 1. Octobre à la fin de Mars depuis huit heures du matin jusqu'à neuf heures du soir.

Néanmoins chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de créer une troisième classe de stations télégraphiques dont les administrations respectives se communiqueront les noms et dans lesquelles le travail sera limité de neuf heures du matin à midi, et de deux heures à sept heures du soir.

Les heures de ouverture et de clôture seront les mêmes dans les deux Etats et l'heure de tous les bureaux télégraphiques des deux pays sera celle du temps moyen de la Capitale de ce pays.

Cependant la dépêche dont la transmission se trouvera commencée, devra nécessairement être achevée entre les deux bureaux où elle sera engagé.

Article 16.

Dans les bureaux où le service n'est pas permanent aucune dépêche de nuit ne sera acceptée qu'autant qu'elle aura été annoncée pendant le service de jour et qu'on aura indiqué l'heure où elle sera déposée dans le bureau de départ.

Un règlement spécial déterminera les conditions du service de nuit et le temps pendant lequel les bureaux de chaque Etat devront attendre la dépêche annoncée.

Article 17.

Les Hautes parties contractantes s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le secret des correspondances télégraphiques.

Article 18.

Les Hautes Parties contractantes adoptent pour la formation des tarifs dont la réunion constituera le tarif international les bases dont la teneur suit, savoir:

Par distance		Par mots											
		de 1 à 25 inclusiv.				de 26 à 50 inclusiv.				de 51 à 100 inclusiv.			
en Autriche	en Piémont	Autriche		Piémont		Autriche		Piémont		Autriche		Piémont	
		fl.	kr.	fr.	ct.	fl.	kr.	fr.	ct.	fl.	kr.	fr.	ct.
de 1 à 10 Lieux inclusiv.	de 1 à 75 Kilom. inclusiv.	1	—	2	—	2	—	5	—	3	—	7	50
plus de 10 jusqu'à 25	plus de 75 jusqu'à 190	2	—	5	—	4	—	10	—	6	—	15	—
„ 25 „ 45	„ 190 „ 340	3	—	7	—	6	—	15	—	9	—	22	50
„ 45 „ 70	„ 349 „ 525	4	—	10	—	8	—	20	—	12	—	30	—
„ 70 „ 100	„ 525 „ 750	5	—	12	—	10	—	25	—	15	—	37	50
„ 100 „ 135	„ 750 „ 1015	6	—	15	—	12	—	30	—	18	—	45	—

Article 19.

Dans le calcul des distances les fractions égales ou supérieures à la moitié de l'unité compteront comme unité. Les fractions inférieures seront négligées.

A r t i c l e 20.

Pour l'application des taxes la distance parcourue par une dépêche sera comptée en ligne droite sur le territoire de chaque Etat depuis le lieu du départ jusqu'au point de la frontière où elle arrivera et de celui-ci au lieu de sa destination, il en sera de même pour son transit de frontière à frontière dans chaque Etat.

La taxe entre deux bureaux des Etats contractans sera en tout cas, celle qui correspond à la direction la plus favorable au public. Si la dépêche devait être transmise dans une autre direction, le partage de la taxe se ferait proportionnellement au nombre des zones parcourues sur le territoire de chacun des Etats qui auraient concouru à la transmission.

A r t i c l e 21.

Les règles suivantes seront observées pour appliquer la taxe au nombre de mots.

1. La longueur de la dépêche simple est fixée à vingt-cinq mots.
2. Le nom du bureau de départ et la date de l'expédition seront transmis d'office. Le lieu d'origine et la date de la dépêche ne seront taxés que lorsque l'expéditeur les aura lui même inscrits sur sa dépêche.
3. Il est accordé pour chaque adresse d'un à cinq mots qui ne seront pas taxés; les mots de l'adresse dépassant ce maximum seront comptés et taxés avec le corps de la dépêche.
4. Les mots réunis par un trait d'union ou séparés par un apostrophe compteront pour le nombre de mots qu'ils contiennent; mais le maximum de longueur d'un mot est fixé à sept syllabes, l'excédant sera compté pour un mot.
5. Les traits d'union, les apostrophes, les signes de ponctuation et les alinéa ne seront pas comptés; les autres signes le seront pour le nombre de mots qui auront été employés à les exprimer.
6. Tout caractère isolé (lettre ou chiffre) comptera pour un mot.
7. Tout nombre jusqu'au maximum de cinq chiffres inclusivement sera compté pour un mot; les nombres de plus de cinq chiffres représenteront autant de mots qu'ils contiendront de fois cinq chiffres, plus un mot pour l'excédant. Les virgules, les barres de division seront comptés pour une chiffre.
8. Pour les dépêches d'Etat chiffrées on additionnera tous les chiffres ou lettres dont elles se composent et le produit de division du nombre total par cinq donnera le nombre des mots à taxer; les points ou signes simplement destinés à séparer les groupes seront transmis mais n'entreront point au compte.
9. Le nom du signataire ne comptera que pour un mot; mais les titres, prénoms, particules et les qualifications seront comptés pour le nombre de mots qui seront employés pour les exprimer.
10. Tous les signes ou mots que l'administration ajoutera à une dépêche dans l'intérêt du service ne seront pas comptés.

A r t i c l e 22.

Le maximum de longueur d'une dépêche est fixé à cent mots. Au-delà de cent mots la taxe d'un à vingt-cinq mots recommencera à être appliquée. La transmission des dépêches dont le texte dépassera cent mots pourra être retardée pour céder la priorité à des dépêches plus brèves quoiqu'inscrites postérieurement. Un même expéditeur ne pourra faire passer plusieurs dépêches consécutives que dans le cas où le service de l'appareil ne serait pas réclamé par d'autres personnes. Ces réserves ne s'appliqueront par aux dépêches d'Etat.

A r t i c l e 23.

Tout expéditeur qui exigera du bureau de destination l'accuse de réception de sa dépêche, payera pour le recevoir le quart de la somme qui aurait coûté la transmission de une dépêche de vingt-cinq mots. Il payera la moitié de la somme qu'aura coûté la transmission de sa dépêche s'il demande qu'elle lui soit renvoyée tout entière pour-être collationnée. Le destinataire pourra aussi demander que la dépêche reçue soit collationnée, mais il devra payer une seconde fois la taxe entière. Les noms propres, les groupes de lettres et de chiffres seront répétés d'office sans augmentation de taxe.

Pour les dépêches d'Etat chiffrées le collationnement intégral donnera lieu à la perception d'une demi-taxe en sus. Si ces mêmes dépêches portent la mention que le collationnement n'est pas exigé par l'expéditeur, elles ne seront soumises qu'à une taxe simple.

A r t i c l e 24.

La réponse pourra être payée d'avance par l'expéditeur qui la demandera.

Lorsqu'à la longueur de cette réponse, les cinq mots de l'adresse non compris, ne dépassera pas dix mots, on ne payera que demi taxe. Si cette réponse n'est par parvenue dans cinq jours qui suivront sa demande, le prix de la taxe déposée sera remboursée sous déduction d'un quart de sa valeur.

A r t i c l e 25.

Les dépêches qui doivent être communiquées ou déposées à des stations intermédiaires seront considérées et taxées comme autant de dépêches séparées envoyées à chaque lieu de destination.

Article 26.

Il sera payé pour les dépêches dont il devra être délivré plusieurs copies dans un lieu de station un supplément de quatre-vingt-dix centimes pour chaque exemplaire à remettre en sus de la dépêche primitive.

Lorsqu'un expéditeur demandera que son identité soit attestée dans le lieu de destination il acquittera en sus de la taxe de sa dépêche un droit fixe d'un franc vingt-cinq centimes. L'avertissement de service sera exprimé par les mots identité prouvée (Aufgeber beglaubigt.) L'expéditeur pourra toujours demander le retrait ou l'annulation de sa dépêche. La taxe ne sera pas restituée si la dépêche est en cours de transmission. Lorsque la dépêche sera déjà arrivée et que l'expéditeur demandera qu'elle ne soit pas remise au destinataire, l'avertissement nécessaire à cet effet sera taxé au demi-droit d'une dépêche simple.

Article 27.

Il n'y aura de différence ni de taxe, ni d'expédition entre les dépêches de jour et celles de nuit.

Article 28.

Le minimum à déposer comme arrhe au moment où la dépêche de nuit est annoncée, sera égal à la taxe afférente à la dépêche de vingt-cinq mots.

Lorsque la dépêche ne sera pas présentée à l'heure annoncée, le montant des arches sera acquis et partagé de la même manière que les autres recettes internationales.

Article 29.

Les frais de transport des dépêches en dehors des lignes télégraphiques seront perçus au bureau de départ. Pour le transport par lettres recommandées, la taxe sera uniformément de cinquante centimes pour les localités du pays où se trouvera le bureau de destination et de un franc cinquante centimes pour les localités situées en dehors de ce pays sur le continent européen. Quant au transport par piétons ou exprès dans un rayon maximum dont les administrations télégraphiques respectives se réservent de fixer ultérieurement l'étendue, l'expéditeur qui le demandera sera tenu de payer une taxe uniforme de deux francs cinquante centimes, laquelle sera acquittée au bureau d'origine en même temps que celle de la dépêche. Lorsque le transport devra avoir lieu pour des localités en dehors de ce rayon, ou à défaut d'estafette, la réexpédition sera toujours effectuée par la poste au moyen de lettres recommandées et sera soumise à la taxe de cinquante centimes. Quand il y aura possibilité de fournir les estafettes demandées, le prix à déposer ou à acquitter sera de quatre francs par myriamètre.

Article 30.

Lorsqu'une dépêche sera interceptée par l'un des motifs énoncés dans l'Article 14 il ne sera restitué sur la taxe perçue que la somme payée pour la distance que la dépêche n'aurait pas parcourue. La restitution intégrale aura lieu dans le cas où la dépêche ne serait pas parvenue à destination par la faute du service télégraphique, ou bien s'il était constaté qu'elle y est arrivée dénaturée au point de ne pouvoir remplir son but, et qu'il n'est plus possible d'avertir en temps utile ou en fin si, par une cause quelconque elle arrivait plus tard qu'elle ne serait parvenue par la poste.

Les frais de restitution seront intégralement supportés par l'administration sur le territoire de laquelle la négligence ou l'erreur aura été commise.

Article 31.

Les dépêches d'Etat seront acceptées et transmises par tout les bureaux, la taxe en devra toujours être acquittée par l'expéditeur.

Article 32.

Dans les rapports internationaux, il n'y aura de franchise de taxe que pour les dépêches relatives aux services des télégraphes.

Article 33.

Les comptes seront liquidés par période trimestrielle. Les taxes prélevées sur chaque dépêche en raison de son parcours dans chaque Etat seront remboursées à chaque Gouvernement.

Article 34.

Les droits perçus pour l'expédition de copies seront dévolus à l'office télégraphique sur le territoire duquel cette expédition aura été faite.

La taxe prélevée conformément au deuxième alinéa de l'Article 26 pour attestation de l'identité de l'expéditeur n'entrera point en décompte mais demeurera acquise à l'office expéditeur.

Article 35.

Le règlement réciproque des comptes aura lieu à l'expiration de chaque mois. Le décompte et la liquidation du solde se feront à la fin de chaque trimestre. Ces comptes comprendront les taxes en débet. Ils seront dressés par l'administration d'Autriche en mon-

naie autrichienne avec réduction des totaux en francs et par l'administration de Sardaigne en monnaie sarde avec réduction des totaux en monnaie autrichienne.

La réduction des monnaies se fera au taux suivant;

1 florin monnaie de Conv. 2 francs 50 cent.,

1 kreutzer „ „ 0 „ 04 „

Les fractions de moins d'un demi kreutzer ne seront pas comptées, celles d'un demi kreutzer et au-dessus compteront pour un kreutzer.

Article 36.

Le solde résultant de la liquidation trimestrielle sera payé en monnaie courante dans l'Etat, au profit duquel se solde sera établi.

Article 37.

Lorsque les Parties contractantes le trouveront convenable des conférences auront lieu entre leurs Délégués à l'effet de proposer les améliorations que l'expérience aurait fait reconnaître nécessaires et d'arriver progressivement à une réduction des tarifs, qui étendent les avantages que les Gouvernements et les particuliers doivent se promettre de la télégraphie électrique.

Ces modifications et ces dégrèvements devront être consentis de commun accord par les Etats contractants, le refus de l'un deux entraînant nécessairement le maintien des dispositions en vigueur.

Article 38.

Le Gouvernement de S. M. l'Empereur d'Autriche déclare conclure la présente Convention tant en son nom qu'au nom de tous les Etats qui font actuellement partie de l'union télégraphique austro-allemande et de ceux qu'y adhérent par la suite.

Article 30.

La présente Convention sera mise à exécution le plutôt que faire se pourra, et demeurera en vigueur pendant deux ans à compter du jour de l'échange des ratifications. Toutefois les Hautes Parties contractantes pourront d'un commun accord en prolonger les effets au-delà de ce terme. Dans ce dernier cas elle sera considérée comme étant en vigueur pour un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où la dénonciation en sera faite.

Article 40.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Turin dans le plus bref délai possible. En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Turin le trois Octobre 1856.

Paar m. p.
(L. S.)

De Salmour m. p.
(L. S.)

Fordítás.

Ő Felsége Ausztria Császára mind saját, mind pedig Porosz-, Bajor-, Szászország, Hannovera, Württemberg s Németalföld, nemkülönben Baden és Mnklenburg-Schwerin nagyhercezségek nevében, és Ő Felsége Szárdinia Királya, azon ohajtástól lelkésítve, miszerint a távirati levelezésre nézve a lehető leggyorsabb szállítás biztosittassék, s az államaik között 1853 szeptember 28-kán kelt szerződévényben a tapasztalás által szükségesnek ismert változtatások és javítások tétessenek, illy czélból egy új távirat-szerződévény kötésében állapodtak meg s e végre meghatalmazottjaikká kinevezték, jelesen:

Ő Felsége Ausztria Császára, Gróf Paar Lajos Keresztelő János Manót, a németalföldi oroszán-rend vitézét, Ő Felségének a szárdinai kormánynál ügyviselőjét;

Uebersetzung.

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich sowohl im eigenen Namen als im Namen der Königreiche Preußen, Baiern, Sachsen, Hannover, Württemberg und der Niederlande, sowie der Großherzogthümer Baden und Mecklenburg-Schwerin, und Se. Majestät der König von Sardinien, von dem Wunsche befeelt, der telegraphischen Correspondenz die möglichst schnelle Beförderung zu sichern, und den zwischen Ihren Staaten abgeschlossenen Vertrag vom 28. September 1853 jenen Aenderungen und Verbesserungen zu unterziehen, welche die Erfahrung hat als wünschenswerth erkennen lassen, sind übereingekommen, zu diesem Zwecke einen neuen Telegraphenvertrag zu vereinbaren, und haben zu dem Ende zu ihren Bevollmächtigten ernannt u. z.

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich den Grafen Ludwig Johann Baptist Emanuel Paar, Ritter des niederländischen Löwen-Ordens, Ihren Geschäftsträger bei der Regierung von Sardinien;

Трэдщере.

Maiestatea Ca Императъль Австриеи атъкъ дн нъмеле сеъ катъ ми дн нъмеле ренне-доръ Пръсциеи, Бавариеи, Сакониеи, Хановереи, Виртембергеи ми Оландиеи прекъм ми дн нъмеле марелоръ дъкате де Baden ми Мекленбург-Шверин, ми Маiectatea Ca рецеле Кардиниеи допиндъ ка корреспондинда телеграфикъ съ се еспедезе катъ се ва нъте маи къръндъ прекъм ми ка трантатъль днкеиатъ днтре етателе доръ дн 28. Септембре 1853, съ се сънвнъ ла модификациеи ми дндрентъриле че се воръ фн компроватъ prin еспериинда къ ежнт делипсъ а се фаче, с'аъ днвоитъ днтре еине, ка спре ачестъ сконъ съ днкеиъ знъ поъ трантатъ де телеграфн, ми аъ денъмитъ не ермъторн панинъстингиари аи сеи;

Maiestatea Императъль Австриеи не коми-теле Ludwig Johann Baptist Emanuel Paar, кавалеръ де ordine леаъли де Оландия ми тръмисъль М. С. ла гъвернъль де Кардиния; еар'

2. minden év elején, az e tekintetben saját távirda-hálózatuk egész kiterjedésében a lefolyt évi időszak alatt közbejött változásokat előadó térképet. A nemzetközi levelezés közlésére egyelőre a Morse-féle készülék fogadtatik el.

5. cikk.

A szerződő kormányok mindent el fognak követni a végett, hogy táviró-vonalak oly módon kapcsolassanak össze, miszerint a nemzetközi sürgönyök a határszéleni félbenszakadás nélkül, s a leghosszabb vonalokon is egyik végponttól a másikig szállíthatassanak.

A közvetlen távirati összeköttetések szaporítása és könnyítése végett kötelezik magukat, miszerint lehető legrövidebb idő alatt új sodronyokat húzatnak, mellyek kizárólag államaik fővárosai közötti sürgönyöknek félbensszakasztás nélküli szállítására lesznek rendelve.

6. cikk.

Mindegyik kormány föntartja magának azon jogot, miszerint ha czélszerűnek találja, a nemzetközi távirati levelezést határozatlan időre megszüntetendi, akár minden levelezésekre, akár csak azok bizonyos nemeire, akár végre csak bizonyos vonalakra nézve; mihelyest azonban a két kormány valamelyike illyes intézkedést tett, erről a másik szerződő kormányt haladéok nélkül értesitendi.

7. cikk.

A szerződő államok kinyilatkoztatják, hogy a nemzetközi távirati levelezést tárgyazó szolgálat tekintetében semmiféle felelősséget sem vállalnak magukra.

8. cikk.

A sürgönyök következő rendben lesznek sorozva:

1. Államsürgönyök, azaz olyanok, mellyek a két kormány, nemkülönben az ezen szerződvényhez utóbb csatlakozó kormányok államfőjétől, miniszercélitől, szárazsi és tengeri csapatai főparancsnoknitól, követségeitől vagy ügyelőségeitől származnak. Az államsürgönyök ezen elsőbbsége s minden egyéb alább elősorolt királyságai egész terjedelmökben, de a viszonzosság föltétele alatt azon államok államsürgönyeire is fognak alkalmaztatni, mellyekkel a szerződő felek egyike vagy másika külön távirda-szerződvényt kötött vagy kötend.

Más hatalmasságok követségi sürgönyei magán-sürgönyökké tekintetnek s kezeltetnek.

2. Szolgálati sürgönyök, mellyek kizárólag a nemzetközi távirda-üzletre vonatkoznak, vagy

2. am Anfange eines jeden Jahres eine Karte, welche die in dieser Beziehung in der ganzen Ausdehnung ihres Telegraphennetzes während der abgelaufenen Jahresperiode eingetretenen Aenderungen ersichtlich macht. Zur Mittheilung der internationalen Correspondenz wird vorläufig der Morse'sche Apparat angenommen.

Artikel 5.

Die contrahirenden Regierungen werden Alles anwenden, ihre Telegraphenleitungen in der Weise zu verbinden, daß die internationalen Depeschen ohne Unterbrechung an den Grenzen und von einem bis zum andern Endpunkte auch der längsten Linien befördert werden können.

Um ihre directen telegraphischen Beziehungen zu vermehren und zu erleichtern, verpflichten sich dieselben, in möglichst kurzer Frist neue Drähte zu ziehen, welche ausschließlich für die ununterbrochene Beförderung der Depeschen zwischen den Hauptstädten ihrer Staaten bestimmt seyn sollen.

Artikel 6.

Jede Regierung behält sich das Recht vor, wenn sie es für angemessen erachtet, den internationalen telegraphischen Verkehr auf unbestimmte Zeit einstellen zu lassen, sei es für alle Correspondenzen, oder nur für gewisse Gattungen derselben, oder endlich nur auf gewissen Linien; sobald jedoch eine der beiden Regierungen eine solche Maßregel getroffen hat, wird sie der anderen contrahirenden Regierung davon unverzüglich die Mittheilung zu machen haben.

Artikel 7.

Die contrahirenden Staaten erklären, in Bezug auf den Dienst der internationalen telegraphischen Correspondenz durchaus keine Verantwortlichkeit auf sich zu nehmen.

Artikel 8.

Die Depeschen werden nach folgender Rangordnung gereiht:

1. Staatsdepeschen, d. i. solche, welche vom Staatsoberhaupte, von den Ministern, von den Höchsteommandirenden der Land- und Seetruppen und von den diplomatischen und Consular-Agenten der beiden Regierungen, sowie jener Regierungen, welche nachträglich diesem Vertrage beitreten werden, ausgehen. Dieser Rangvorrug und die übrigen nachstehend aufgeführten Vorrrechte der Staatsdepeschen werden in ihrem ganzen Umfange, jedoch unter der Bedingung der Reciprocität, auch auf die Staatsdepeschen jener Staaten Anwendung finden, mit welchen eine oder die andere der contrahirenden Parteien besondere Telegraphenverträge bereits abgeschlossen hat oder künftig abschließen wird.

Diplomatische Depeschen anderer Mächte werden als Privatdepeschen betrachtet und behandelt.

2. Dienstdepeschen, welche ausschließlich den internationalen Telegraphenbetrieb betreffen, oder

2. на даченствъ фибръи анъ 'ми воръ коммуника о картъ каре ва днфъциша скимбъриле че дн анкъ трекъи се воръ фи фибръи дн привинда ачестъ дн днпрега естинцине де телеграфъ. Спре а коммуника корреспундинга днтернъциналъ се ва адонта декамдатъ апаратъ азъ Morse.

Artik. 5.

Гьбернеме контрантанци се воръ фолоси де тоте мижлочеле ка съ днпревне сьрмеле лоръ телеграфиче аша, днкъи диспачиле интернъциналъ съ се потъ еспеди фъръ днтервмперепъль ла конфиние ми дела знъ пепиъ каре ва фи маи де марцине пълъ ла челалалъ алъ линелоръ челоръ маи лъце.

Спре а днтъци ми зьвра корреспундинга телеграфикъ деадрентъль, се обливъ къ къиъ воръ пстэ маи кържндъ воръ рьдика ное сирме телеграфиче каръ воръ фи designate есклэсивъ пентръ телеграфичеа деадрентъль днтре капиталеле ачесторъ дого цтате.

Artik. 6.

Фибкаре гьберниъ 'ми ресервъ дрентъль де а днтервмпересервиъль телеграфичеи интернъциналъ пентръ знъ тинъ недетерминатъ де ва агла де къввиинъ сѣъ пентръ тоте корреспундингеле, сѣъ пьмаи пентръ знеле, сѣъ дн зрмъ пьмаи пентръ знеле линие; днсе дндатъ че знъ гьбернъ ва лъа о атаре тьсъръ, ва дн-свиинга не челалалъ пьмаи декъиъ.

Artik. 7.

Цтателе контрантанци декларъ а пъ лъа асъръ'ми ние о респунзетате дн привинда сервиъльи корреспундингеи интернъциналъ прин телеграфъ.

Artik. 8.

Диспачиле се воръ класа дн ординеа зр-мъторе:

1. Диспачи де цтатъ, адекъ ачеле каръ се тръмитъ де канъль цтатъли, де министри, де команданци сьрпери аи трънелоръ де не зекатъ ми маре, ми де аинци дипломатичи ми консларъ аи амжндоръ гьбернелоръ, прекъм ми де ачеле гьберне каръ воръ лъа парте маи тьрзиъ ла ачестъ трантатъ. Ачестъ преферинъ де ордине прекъм ми фавориле индикате дн привинда диспачилоръ де цтатъ, овсеръндъсе принципъль де речиночитате, се воръ апплика ми ла диспачиле де цтатъ але ачелоръ гьберне, къ каръ знъль сѣъ челалалъ днтре ачесте цтате контрантанци ва фи днкеиалъ сѣъ ва дн-кеи дн вииторъ вьрнъ трантатъ специале де телеграфъ.

Диспачиле дипломатиче але алторъ нстери се воръ концидера ми транта ка диспачи привате.

2. Диспачиле де сервиъ че се тръмитъ пь-мал дн привинда сервиъльи телеграфикъ интер-

a vaspályákoni sürgös intézkedéseket avvagy súlyos baleseményeket tárgyazzák.

3. Végre magánsürgönyök.

A sürgönyök szállítása, az elküldő általi föladásuk, vagy a közbenső avvagy rendeltési állomásokoni megérkezésök sorrende szerint, következő elsőbbségi szabályok megtartása mellett történik:

1. Államsürgönyök.
2. Szolgálati sürgönyök, melyekről fönt a 2. pontban volt szó.
3. Magánsürgönyök.

Valamelly sürgönynek elkezdett távirása csak akkor szakaszthatatik félbe, ha valamelly rendkívül sürgös felsőbb rangu sürgöny szállítandó.

Két, közvetlen levelezésben létező állomás között az ugyanazon rangu sürgönyök az irány tekintetében változatosan szállítandók.

9. cikk.

Ha valamelly sürgöny elfogadása után a távir dai összeköttetés félbenszakadása jelentetik, azon állomás, mellytől a továbbszállítás nem történhetik, köteles a sürgöny másolatát, ajánlott levélben, szolgálati ügykép megjelelve, postára adni vagy a legközelebbi vaspályavonattal elküldeni, s a körülményekhez képest vagy a legközelebbi állomáshoz, melly a távirati utoni tovaszállítást eszközölheti, vagy pedig a czimállomáshoz intézni, melly azzal úgy fog bánni, mint bármelly más sürgönnyel. Mihelyest a távir dai összeköttetés helyreállított, a sürgöny azon állomástól, melly az elküldést postán vagy vaspályán eszközölte, újra távirati uton fog szállítani.

10. cikk.

A táviró állomások följosogossátnak a táviróvonalokon kívül fekvő helyekre szóló sürgönyök elfogadására. Az illy sürgönyök vagy postán ajánlott levelekben, vagy a föladó kívánságához képest külön küldöttek vagy gyors futárok által szállítatnak rendeltetésök helyére.

Az elküldő által a sürgönynek a táviróvonaloktól félreeső helyekre leendő szállításmódja iránt tett intézkedés, nemkülönbén a szolgálati megjegyzések és utasítások a szavak számításába nem vétetnek föl.

11. cikk.

A tovaszállítandó sürgönyöknek tintával, vakarások s rövidítések nélkül s érthető nyelven kell írva lenniök; továbbá az elküldő aláírását, valamint az átvevő pontos czimét egy utóbb megállapítandó minta szerint kell tartalmazniök. A sürgöny czime fölülré leendő,

bringende Maßregeln oder schwere Unfälle auf den Eisenbahnen zum Gegenstande haben.

3. Öffentlich Privatdepeschen.

Die Beförderung der Depeschen findet nach der Reihenfolge ihrer Aufgabe von Seite der Absender oder ihrer Ankunft auf den Zwischen- oder Bestimmungsstationen unter Beobachtung der folgenden Verzugsnormen Statt:

1. Staatsdepeschen.
2. Dienstdepeschen, von welchen oben im 2. Absätze die Rede war.
3. Privatdepeschen.

Die begonnene Telegraphirung einer Depesche darf nur dann unterbrochen werden, wenn eine außerordentlich dringende Depesche höheren Ranges zu befördern ist.

Zwischen zwei in directer Correspondenz stehenden Stationen sind Depeschen desselben Ranges in Bezug auf die Richtung alternirend zu befördern.

Artikel 9.

Wenn eine Unterbrechung der Telegraphenverbindung nach erfolgter Annahme einer Depesche gemeldet wird, so hat die Station, von welcher aus die Weiterbeförderung nicht mehr stattfinden kann, eine Abschrift der Depesche in einem recommandirten Briefe, als Dienstsache bezeichnet, zur Post zu geben, oder mit dem nächsten Eisenbahnzuge abzusenden, und dieselbe je nach Umständen entweder an die nächste Station, welche die Weiterbeförderung auf telegraphischem Wege einleiten kann, oder an die Adressstation zu richten, welche sie wie jede andere Depesche behandeln wird. Gleich nach Wiederherstellung der Telegraphenverbindung wird die Depesche von jener Station aus, welche die Absendung derselben mittelst der Post oder der Eisenbahn veranlaßt hat, neuerdings auf telegraphischem Wege befördert werden.

Artikel 10.

Die Telegraphenstationen werden ermächtigt, Depeschen für Orte anzunehmen, welche außerhalb der Telegraphenlinien liegen. Dieselben werden entweder durch die Post mittelst recommandirter Briefe auf Verlangen des Absenders mittelst Expressen oder Staffete an ihre Bestimmung befördert.

Die Angabe des Absenders über die Art der Weiterbeförderung einer Depesche abseits der Telegraphenlinien sowie dienstlichen Bemerkungen und Weisungen werden bei der Zählung der Worte nicht mitgerechnet.

Artikel 11.

Die zu befördernden Depeschen müssen mit Tinte ohne Abdrungen und Abkürzungen deutlich und in verständlicher Sprache geschrieben seyn, sie müssen die Unterschrift des Absenders wie auch die genaue Adresse des Empfängers nach einem später festzustellenden Muster enthal-

тържиснале, ор карі аз до ориентѣ търсърі интиторѣ ор дититилърі реле не ка леа фекатъ.

3. Ан срмъ дичаці private.

Дичаціле се ворѣ трѣмиле ан ординѣ ан карѣ се ворѣ да дин партеа еспедиторіорѣ лорѣ, ор ан карѣ ворѣ сосі ла стържисиле интермезіе ор ла локълъ destinatъ, обсервандѣсе срмѣторѣле нормѣ де преферинѣ:

1. Дичаці де етатѣ.
2. Дичаці де сервизѣ де карі а фотѣ ворѣ маі сѣсѣ ан аминіа 2.
3. Дичаці private.

О дичаце диченстѣ а се телеграфі нѣ се ва нѣте дитрерѣне, декатѣ нѣмаі атѣнѣ, кандѣ ва фі а се еспеді о дичаце делінсѣ неанѣратѣ ші де панѣ маі марѣ.

Антре доѣ стържисні че етатѣ ан корреспндінѣ дирѣнтѣ, дичаціле тотѣ де ачеламі панѣ се ворѣ трѣмиле ан модѣ алтернативѣ ан прінципа дирѣнѣнѣ.

Artik. 9.

Кандѣ се ва дичинѣ вр'о дитрерѣнеро ан коммѣникѣнѣо телеграфікѣ дѣнѣ че се ва фі сѣсченѣтѣ о дичаце, атѣнѣ стържисноа дела карѣ нѣ се нѣте еспеді маі департе ва нѣне не постѣ ан скрїсѣре рекоммандатѣ ші индикатѣ ка каѣсѣ оффїціале о конїз дѣне дичаце, сѣсѣ о ва трѣмиле кѣ чеа дитѣлѣ еспедїчїне не ка леа фекатѣ. Конїа дичацѣ се ва адреса дѣнѣ дитрерѣнѣрї сѣсѣ ла чеа маі департе стържисне дела карѣ се ва нѣте еспеді маі департе прїн телеграфѣ. сѣсѣ ла стържисноа адресѣ, карѣ о ва транѣ ка не пер че алѣ дичаце. Андатѣ че се ва рѣстѣверї коммѣникѣнѣо телеграфікѣ дичацоа се ва трѣмиле дин ноѣ прїн телеграфѣ дела ачѣа стържисно карѣ о ва фі еспедїтѣ прїн постѣ ор не ка леа фекатѣ.

Artik. 10.

Стържисиле телеграфїче сѣнт акторїсате до а сѣсченѣ дичаці нентрѣ локсрї афарѣ дин лініеле телеграфїче. Ачѣсте дичаці се ворѣ трѣмиле ла локълъ destinatїнѣ сѣсѣ прїн постѣ ан скрїсѣрї рекоммандате, сѣсѣ прїн кѣрїарї ор етѣфете де ва чере еспедиторѣлѣ.

Арѣтареа фѣкстѣ де еспедиторѣлѣ деснре модѣлѣ трѣмїтерѣ дичацѣ маі департе афарѣ де лініеле телеграфїче, прекум ші обсервѣчїнїле ші дитрѣвїчїнїле оффїціал нѣ се ворѣ компѣта ла нѣмерареа кѣвїнтелорѣ.

Artik. 11.

Дичаціле че сѣнт а се трѣмиле ворѣ авѣ а фі скрїсѣ. кѣ негрѣлѣ фѣрѣ рѣзѣнѣрї ші прѣскѣртѣрї; кѣ кїарѣтате ші ан лімѣтѣ ан целѣсѣ, ші ворѣ кѣпрїнде сѣсѣскрїсѣра еспедиторѣлѣ прекум ші аккѣрѣта адресѣ а перчѣнторѣлѣ; дѣнѣ формѣларїлѣ че се ва еміте

ozután következik a szöveg s a sürgöny végén az elküldő aláírása.

12. cikk.

Az államsürgönyök a közönséges illetek alá esnek, ezen sürgönyöknek mindég az elküldő helyegével vagy pecsétével kell ellátva lenniök. ezek arab számjelekkel vagy a használatban levő készülékek által könnyen kifejezhető betűjelekkel irathatnak, s francia, angol, olasz vagy német nyelven szerkeszthetnek, de azon országokban, hol a latin írásjelek általánosan divatozók, mindég ilyenekkel kell írva lenniök; ezen sürgönyök a táviró-állomásokon egy iránt használt jelekkel, betűkkel vagy számokkal táviratnak.

Az államsürgönyök tovaszállításának azonnal meg kell történnie. A táviró-állomásokat azok fölött ellenőrség nem illeti.

13. cikk.

A szolgálati s magánsürgönyöknek nem szabad titkos jegyekkel írva lenniök; az illyes sürgönyök az elküldő tetszése szerint francia, német, angol vagy olasz nyelven szerkeszthetnek, de azon országokban, mellyekben a latin írásjelek divatozók, mindég ilyenekkel kell iratniok.

A szerződő felek egyelőre kötelesek, az országukban nem divatozó nyelven szerkesztett sürgönyöket azon táviró-állomásokon elfogadtatni, mellyek a táviró-igazgatóságok között megállapítandó szabályzatban e végre ki fognak jeleltetni.

14. cikk.

A táviró-állomásoknak minden sürgöny feladása és rendeltetése helyén jogában áll, a sürgöny tovaszállítását vagy kézbesítését megtagadni, ha annak tartalmát a jó erkölcsökkel vagy a közbátorsággal ellenkezőnek látják. Az illyes intézkedések elleni folyamdas azon állomások előjáró központi táviró-igazgatóságához intézendő, mellyeken az intézkedések történtek. Mindegyik állam központi táviró-igazgatóságainak minden esetekben jogukban áll, a nekik bármi tekintetben veszélyesnek látszó sürgönyök tovaszállítását megtiltani.

15. cikk.

Az a végett különösen kijelölt városokban a táviró-állomásokon szolgálát éjjel nem szabad félben.

A többi táviró-állomások naponként, az ünnepek és vasárnapokat is ideértve, april 1-től september végeig reggeli hét órától estveli

ten. Die Adresse der Depesche ist obenan zu setzen, hierauf folgt der Text und am Schlusse der Depesche die Unterschrift des Absenders.

Artikel 12.

Die Staatsdepeschen unterliegen den gewöhnlichen Gebühren, sie müssen immer mit dem Stempel oder Siegel des Absenders versehen seyn, sie können in arabischen Ziffern oder in Buchstabenzeichen, welche sich durch die im Gebrauche stehenden Apparate leicht wiedergeben lassen, geschrieben, in französischer, englischer, italienischer oder deutscher Sprache abgefaßt werden, nur müssen sie in jenen Ländern, wo die lateinischen Schriftzeichen allgemein üblich sind, stets mit solchen geschrieben seyn; sie werden in Zeichen, Buchstaben oder Zahlen, welche bei den Telegraphenstationen gleichmäßig im Gebrauche sind, telegraphirt.

Die Beförderung der Staatsdepeschen hat ohne Weiters stattzufinden. Die Telegraphenstationen haben über dieselben keine Controle auszuüben.

Artikel 13.

Dienst- und Privatdepeschen dürfen nicht in Schiffen geschrieben seyn; sie können nach Belieben des Absenders in französischer, deutscher, englischer oder italienischer Sprache abgefaßt werden, müssen aber in jenen Ländern, in welchen die lateinischen Schriftzeichen üblich sind, immer mit solchen geschrieben seyn.

Vorläufig sind die contrahirenden Parteien gehalten, Depeschen, welche in einer ihren Ländern fremden Sprache abgefaßt sind, bei jenen Telegraphenstationen annehmen zu lassen, welche in dem zwischen den Telegraphenverwaltungen zu vereinbarenden Reglement hiefür bezeichnet werden.

Artikel 14.

Die Telegraphenstationen am Abgangs- und am Bestimmungsorte einer jeden Depesche haben das Recht, die Beförderung oder Bestellung derselben zu verweigern, falls ihnen der Inhalt gegen die guten Sitten oder gegen die öffentliche Sicherheit zu verstößen scheint. Der Recurs gegen solche Maßnahmen ist an die den Stationen, bei welchen dieselben stattgefunden haben, vorgesehene Central-Telegraphenverwaltung zu richten. In allen Fällen haben die Central-Telegraphenverwaltungen eines jeden Staates das Recht, die Beförderung solcher Depeschen, welche ihnen in irgend einer Beziehung gefährlich erscheinen, zu untersagen.

Artikel 15.

In den ausdrücklich dazu bezeichneten Städten erleidet der Dienst auf den Telegraphenstationen in der Nacht keine Unterbrechung.

Die übrigen Telegraphenstationen werden täglich mit Einschluß der Sonn- und Feiertage vom 1. April bis Ende September von sieben

mai kezdés. Adreca dicnachei se va scrie deasupra, cu d-nca va urma textul si la capetul ei scrie scriera expeditorului.

Artik. 12.

Dicnache de stat sunt scuzate la tancelo ordinari, si dese cu fiti provizate totdeauna cu stirma cea sigilata expeditorului, ele pot fi scrise in cifre arabice sau in caractere alfabetice, care se pot reproduce usor cu aparatele ce sunt in uz, or pot fi compuse in limba franceza, engleza, italiana ori germana; dar vor fi scrise totdeauna cu litere romane si cerile unde aचेत कारांतरे सन्त एव खल कमन्त शि से वरु त्रमिते एव सन्त, लिखेले से नमरेण करि सन्त असमिने एव खल ला स्तुचिनिखेले लेखेले.

Dicnache de stat se voru trimite fura alu. прочесурь. Стучиनिखе телеграфиче не ворю аве сь факт аскура дорю не о контроль.

Artik. 13.

Dicnache de serviu si cele private ne voru nte fi scrise in cifre; aचेत dicnachei voru nte fi compuse dnu poia expeditorului in limba franceza, germana, engleza ori italiana; dar voru fi scrise totdeauna cu litere latine si cerile аचेले unde aचेत कारांतरे सन्त एव खल कमन्त.

Prvilo kontrantantju voru fi deokamdatu ovlrate de a scuzene dicnache compuse in limbu srbinu ceriloru dora la аचेले стучиनि телеграфиче, кари се ворю арта pentru аचेаста in perzantantulu de interveniune intre administraciunile telegrafиче.

Artik. 14.

Stuchinile telegrafиче din lokulu de unde pleku si unde e destinatu fizkare dicnache voru avu dreptu de a rekusa expeditora cea trimiteroa, daku kuzpiniculu dicnachei се va npre ku e kontraris moralitatei or sekritatei pvalice. Rekuzulu in kontra sporu atari mscure се va adreca la administraciunea centrале а стучиниloru la кари с'ах лвалу ачело mscure.

In tote kacsurile administraciunile centrali telegrafиче ale fizkariu statu voru avu dreptu de a ne scuzene expeditora atropu dicnachei, кари ли се ворю npre perikuloce in vro priviu.

Artik. 15.

Serviuulu la stuchinile telegrafиче ne va ntimi nontea nche o antreperere in четуило indikate anume cure ачеаста. Человале стучиनि телеграфиче ворю fi deokice pentru serviuulu in fizkare zi karu si damineka si in servitoru, дела 1. Aprile nulu la kapetulu

kilencz óráig, s október 1-től márczius végoig reggeli nyolcz órától estveli kilencz óráig nyitva fognak tartatni.

Azonban a magas szerződő felek mind-egyike föntartja magának azon jogot, miszerint egy harmad osztályu táviró-állomásokat állit-hasson; mellyeknek neveit az illető igazgató-ságok egymással kölcsönösen közlendik, s me-lyeknél a szolgálat a reggeli kilencz órától délig s két órától estveli hét óráig terjedő időközre fog szorittatni.

A megnyitás és bezárás órái mind a két államban ugyanazok, s mindegyik ország táviró-állomásainak idejét ugyanazon ország fő-városának középideje fog fölvetetni.

Azonban a sürgönynek megkezdett távirása azon két állomás által, mellyek között az fo-lyamatban van, mindenestre befejezendő.

16. cikk.

Azon állomásokon, mellyeken a szolgálat nem szakadatlan, éjjeli sürgöny nem fogadtatik el, ha az a nappali hivatalos órákban be nem jelentetett, s egyszersmind azon óra elő nem adatott, mellyben az az elindulási állomáson föl nem fog adatni.

Egy különös szabályzat állapitandja meg az éjjeli szolgálatra vonatkozó határozatokat s azon időt, melly alatt minden állam állomásai kötelesek a bejelentett sürgönyt bevárni.

17. cikk.

A magas szerződő felek kötelezik magukat, miszerint mind azon intézkedéseket meg-teendik, mellyek szükségeseknek látszanak a végett, hogy a távirati levelezés titokban tar-tása biztositassék.

18. cikk.

A magas szerződő felek a dijszabások ala-kitása végett, mellyeknek összeállítása a nem-zetközi dijszabást képezendi, következő ala-pokat veszik föl:

Uhr Morgens bis neun Uhr Abends, und vom 1. October bis Ende März von acht Uhr Mor-gens bis neun Uhr Abends offen gehalten.

Indessen behält sich jede der hohen contra-hirenden Parteien das Recht vor, eine dritte Classe von Telegraphenstationen einzurichten, de-ren Namen die betreffenden Verwaltungen sich gegenseitig mittheilen werden, und bei welchen der Dienst auf die Zeit von neun Uhr Morgens bis Mittag und von zwei Uhr bis sieben Uhr Abends beschränkt seyn wird.

Die Stunden der Deffnung und des Schlus-ses sind dieselben in den beiden Staaten, und als die Zeit aller Telegraphenstationen eines je-den der beiden Länder wird die mittlere Zeit der Hauptstadt desselben Landes angenommen.

Jedoch muß die begonnene Telegraphirung ei-ner Depesche jedenfalls von den beiden Sta-tionen, zwischen welchen sie im Gange ist, vol-lendet werden.

Artikel 16.

Bei den Stationen, wo der Dienst nicht permanent ist, wird keine Nachtdepesche angenom-men, wenn sie nicht während der Tages-Dienst-stunden angemeldet und zugleich die Stunde an-gegeben worden ist, zu welcher sie bei der Ab-gabestation aufgegeben werden wird.

Ein besonderes Reglement wird die Bestim-mungen über den Nachtdienst und die Zeit fest-setzen, innerhalb welcher die Stationen eines je-den Staates eine angemeldete Depesche haben.

Artikel 17.

Die hohen contrahirenden Parteien verpflich-ten sich, alle Vorkehrungen zu treffen, welche nothwendig erscheinen, um die Geheimhaltung der telegraphischen Correspondenz zu sichern.

Artikel 18.

Die hohen contrahirenden Parteien nehmen für die Bildung der Tarife, deren Zusammenstel-lung den internationalen Tarif geben wird, fol-gende Grundlagen an:

Семь часовъ дела 7 часа diminishъ пълъ на 9 ора сара, ши дела 1. Отомъре пълъ на ка-петълъ лѣ Marte дела 8 часа diminishъ пълъ на 9 ора сара.

Ks tóte ачеacte физкаре динре лпалтеле пърци контрантанци 'ми ресервъ дрентълъ de a лпфинца o a treia класъ de стъчнл телегра-фиче але къроръ нѣме ресептивиле администръ-таре ши лѣ воръ коммуника речипрокаминте, ши ла карі сервизълъ ва фи пъринитъ дела ное ора diminishа пълъ на амези, ши дела дое ора дѣпъ амези пълъ на шенте ора сара.

Ореле de descidere ши de лпкидере воръ фи ачелеш лп амандоe ctatele, ши do timpъ алъ тѣроръ стъчнлоръ телеграфиче дин физ-каре деаръ се ва лѣа timpълъ мѣжочѣ алъ капиталел ачелел герѣ.

Лпсе телеграфичеа знеи диспачѣ че се ва фи лпченлъ, дебе съ се термине ла тóтъ лп-тѣмлареа de кѣрѣ амандоe стъчнлеле лптро карѣ се афлъ лп кречъ.

Artik. 16.

Ла стъчнлеле ла карѣ нѣ e перманинто сервизълъ, нѣ се на акцента нѣче o диспаче до нóнте, de нѣ се ва фи incinzatъ лп timpълъ сервизълъ de zisa ши de нѣ се ва фи арѣtatъ totdeodatъ ора лп каре c'a депечъ ла стъчн-неа de знде ллоакъ.

Знѣ регълъмѣнтъ спечѣале на determina кондицѣнлеле сервизълъ de нóнте ши timpълъ лп каре стъчнлеле физкърѣ ctatъ воръ авб съ аштенте диспачоа лпчинзатъ.

Artik. 17.

Лпалтеле пърци контрантанци се облѣгъ de a лѣа тóте пѣсърело че се воръ пѣрѣ de-лпчъ спре a асекъра секретълъ корреспон-динцелоръ телеграфиче.

Artik. 18.

Лпалтеле пърци контрантанци акцентъ пен-тръ формароа тарифелоръ а кърора компѣл-чѣне ва концитси тарифа интерпѣчнлеле басело зрмѣторе:

A. távolság szerint		A szavak száma szerint											
		1-től 25 szóig bezárólag		26-től 50 szóig bezárólag				51-től 100 szóig bezárólag					
Ausztriában	Szárdiniában	Ausztria		Szárdinia		Ausztria		Szárdinia		Ausztria		Szárdinia	
		frt	kr.	fr.	cent.	frt	kr.	fr.	cent.	frt	kr.	fr.	cent.
1-től 10 mértföldig bezár.	1—75 kilom. bezárólag	1	—	2	50	2	—	5	—	3	—	7	50
10-en fölül 25-ig	75-ön fölül 190-ig	2	—	5	—	4	—	10	—	6	—	15	—
25-ön „ 45-ig	190-en „ 340-ig	3	—	7	50	6	—	15	—	9	—	22	50
45-ön „ 70-ig	340-en „ 525-ig	4	—	10	—	8	—	20	—	12	—	30	—
70-en „ 100-ig	525-ön „ 750-ig	5	—	12	50	10	—	25	—	15	—	37	50
100-on „ 135-ig	750-en „ 1015-ig	6	—	15	—	12	—	30	—	18	—	45	—

Nach Entfernungen		Nach der Wortzahl											
		von 1 bis 25 Worte einschließig				von 26 bis 50 Worte einschließig				von 51 bis 100 Worte einschließig			
		Oesterreich		Sardinien		Oesterreich		Sardinien		Oesterreich		Sardinien	
in Oesterreich	in Sardinien	fl.	fr.	Fr.	£.	fl.	fr.	Fr.	£.	fl.	fr.	Fr.	£.
von 1 bis 10 Meil. einschl.	von 1—75 Kilometer einschl.	1	—	2	50	2	—	5	—	3	—	7	50
über 10 bis 25	über 75 bis 190	2	—	5	—	4	—	10	—	6	—	15	—
" 25 " 45	" 190 " 340	3	—	7	50	6	—	15	—	9	—	22	50
" 45 " 70	" 340 " 525	4	—	10	—	8	—	20	—	12	—	30	—
" 70 " 100	" 525 " 750	5	—	12	50	10	—	25	—	15	—	37	50
" 100 " 135	" 750 " 1015	6	—	15	—	12	—	30	—	18	—	45	—

Dzъ distance		Dzъ nъmerzъ kъvintelorъ											
		дела 1 пъпъ ла 25 ворбе инклас.				дела 26 пъпъ ла 50 de ворбе in клас.				дела 51 пъпъ ла 100 de ворбе in клас.			
		Austria		Carpinia		Austria		Carpinia		Austria		Carpinia	
in Austria	in Carpinia	fl.	kr.	fr.	cent.	fl.	kr.	fr.	cent.	fl.	kr.	fr.	cent.
Дела 1 пъпъ ла 10 mil. инклас.	Дела 1 — 75 килом. инклас.	1	—	2	50	2	—	5	—	3	—	7	50
песте 10 пъпъ ла 25	песте 75 пъпъ ла 190	2	—	5	—	4	—	10	—	6	—	15	—
" 25 " " 45	" 190 " " 340	3	—	7	50	6	—	15	—	9	—	22	50
" 45 " " 70	" 340 " " 525	4	—	10	—	8	—	20	—	12	—	30	—
" 70 " " 100	" 525 " " 750	5	—	12	50	10	—	25	—	15	—	37	50
" 100 " " 135	" 750 " " 1015	6	—	15	—	12	—	30	—	18	—	45	—

19. cikk.

A távolságok kiszámításánál a töredékek az egység feléig vagy azon fölül egésznek számítatnak. Csekélyebb töredékek elhanyagoltatnak.

20. cikk.

Az illetékek kiszabása végett azon térség, melyet a sürgöny elfutott, mindenik állam területén egyenes vonalban, a földadási helytől kezdve azon határszéli pontig, hol a sürgöny megérkezik s innen kezdve a rendeltetési helyig számítatik; ugyanezen elv szolgál sinormértékül a sürgönyöknek határszélről határszéltre átvitelére nézve. mindenik álladalmában.

A szerződő államok két állomása közötti díj minden esetben az leendő, mely a közönségnek legkedvezőbb iránynak megfelelő. Ha a sürgönynek más irányban kellene szállitattania, úgy az illeték felosztása azon rónak szá-

Artikel 19.

Bei der Berechnung der Entfernungen werden Brüche in der Hälfte der Einheit oder darüber für ein Ganzes gezählt. Geringere Brüche werden außer Acht gelassen.

Artikel 20.

Zur Bemessung der Gebühren wird die von einer Depesche durchlaufene Strecke auf dem Gebiete eines jeden Staates in gerader Linie vom Aufgabsorte bis zum Gränzpunkte, wo sie anlangt, und vom letzteren bis zum Bestimmungsorte berechnet; derselbe Grundsatz gilt für den Durchgang der Depeschen von Gränze zu Gränze in jedem Staate.

Als Taxe zwischen zwei Stationen der contrahirenden Staaten gilt in allen Fällen diejenige, welche der für das Publikum günstigsten Richtung entspricht. Wenn die Depesche in einer anderen Richtung befördert werden müßte, so

Artik. 19.

Ла калклареа dictancei, фронтреле екал жмътълде сѣ маї маї деклѣ джнса се ворѣ компста ка знитате. Фронтреле маї миѣ нѣ се ворѣ лаа дн концидеръчѣне.

Artik. 20.

Спре а демъсра танселе се ва компста dictancea перкресъ де о дѣначе дн линия дѣрѣнтъ не териториѣлѣ Фѣлкърѣи стѣлѣ дн локлѣлѣ плекърѣи пъпъ ла пѣнтѣлѣ конфиниаре нде аре сѣ ажжнрѣ, ми дела ачестѣ пъпъ ла локлѣлѣ дестѣнъчѣлѣ. Ачестѣ портѣ ва авѣ валоре ми пентрѣ транцитѣлѣ дѣначилорѣ дн конфинѣ дн Фѣлкъаре стѣлѣ.

Tanca днтре дѣе стѣчѣлѣ але пѣрѣилорѣ контрапанѣи ва Фѣ тодѣсна ачѣа, каре корреспѣнде дѣрѣнѣлѣлѣ чеї маї фаворитѣре пентрѣ пѣлѣлѣ. Дакъ дѣначѣа ва Фѣ а се трѣмѣте дн алѣ дѣрѣнѣлѣ, атѣнѣ днпѣрѣдѣре тансѣлѣ

zásba jő. Azon sürgönyök szállítása, mellyeknek szövege 100 szavat meghalad, rövidebb sürgönyök javára elhalasztható, hábar az utóbbiak később is adtak volna fel. Ugyanazon elküldő több sürgönyt közvetlenül egymásután csak akkor szállitathat, ha a készüllet más személyek által igénybe nem vétetik. Ezen fentartások álladalmi sürgönyökre nem alkalmazandók.

23. cikk.

Ha az elküldő az átadó állomástól sürgönyének vétele iránt vétbizonyítványt kíván, ugy ezért azon illetéknek negyedrészt köteles megfizetni, mellyet ő 25 szóból álló sürgöny szállításáért fizetni tartozott volna. Az elküldő sürgönye szállitási illetékének felét köteles megfizetni azon esetre, ha azt kívánja, hogy a sürgöny maga, összehasonlitás végett egészen vissza távirattassék. Az átvett sürgöny összeegyeztetését a címzett is követelheti, ezért azonban az egész illetéket még egyszer meg kell fizetnie. Tulajdon nevek, betűk s számjegyek csoportjai, hivatalból egyeztetnek össze, a nélkül, hogy ezért az illeték felemelésének helye volna.

Titkos jegyekkel irt állami sürgönyökért, teljes összeegyeztetés alkalmával a szállitási díj felényire fölemeltetik. Ha illy sürgönyök azon megjegyzéssel ellátvak, miszerint az elküldő az összeegyeztetést nem kívánja, ugy csak az egyszerűszállitási illeték alá vetvők.

24. cikk.

A sürgöny elküldőjének szabadságában áll, a válaszerői illetéket előre lesfizetni.

Ha ezen választ, a címzetet öt szaván kívül, tíznél több szavat nem tartalmaz, ugy az egyszerű sürgönyért járó illetéknek csak felét fizeti. Ha a válasz öt nap lefolyta után vissza nem érkezik, ugy a besizetett illeték, egy negyedrészenek levonása mellett visszafizetetik.

25. cikk.

A közbenső állomásokon kiadandó vagy lerakandó sürgönyök, ugyanannyi különös, mindenik rendeltetési helyre szállitott sürgönyök gyanánt tekintetnek s díjaztatnak.

26. cikk.

Olly sürgönyökért, mellyekből valamely állomáson több példányok kézbesitendők, a tulajdonképi sürgönnyel együtt kiadandó minden másolatától pótilleték fejében husz pengő krajczár fizetendő.

Ha valamely elküldő azt kívánja, hogy személyének ugyanazonossága a rendeltetési

neuerdings in Anwendung. Die Beförderung von Depeschen, deren Text 100 Worte überschreitet, kann zu Gunsten kürzerer obgleich später aufgegebenen Depeschen aufgeschoben werden. Ein und derselbe Absender kann mehrere Depeschen in unmittelbarer Folge nur dann befördern lassen, wenn die Benützung des Apparates nicht von andern Personen in Anspruch genommen wird. Diese Vorbehalte finden auf Staatsdepeschen keine Anwendung.

Artikel 23.

Verlangt der Absender von der Abgabestation eine Empfangsbefätigung seiner Depesche, so hat er hiefür den vierten Theil der Gebühr zu entrichten, welche die Beförderung einer Depesche von 25 Worten gekostet haben würde.

Er zahlt die Hälfte der Beförderungsgebühr seiner Depesche, wenn er verlangt, daß die Depesche zum Behufe der Collationirung, ganz zurück telegraphirt werde. Auch der Adressat kann die Collationirung der empfangenen Depesche verlangen, hat aber hiefür die ganze Gebühr noch einmal zu entrichten. Eigene Namen und Gruppen von Buchstaben und Ziffern werden von Amtswegen collationirt, ohne daß eine Gebührerhöhung eintritt.

Für chiffirte Staatsdepeschen wird bei vollständiger Collationirung die Beförderungsgebühr um die Hälfte erhöht. Wenn solche Depeschen mit der Bemerkung versehen sind, daß der Absender die Collationirung nicht verlangt, so unterliegen sie nur der einfachen Beförderungsgebühr.

Artikel 24.

Dem Absender einer Depesche steht es frei, die Gebühr für die Rückantwort vorauszubehalten.

Wenn diese Rückantwort außer den fünf Worten der Adresse nicht mehr als zehn Worte enthält, so zahlt sie nur die Hälfte der Gebühr für eine einfache Depesche. Wenn die Rückantwort nach Ablauf von fünf Tagen nicht eingelangt ist, so wird die erlegte Gebühr nach Abzug des vierten Theiles ihres Betrages zurückbezahlt.

Artikel 25.

Depeschen, welche auf Zwischenstationen ausgefertigt oder abgesetzt werden sollen, werden als eben so viele besondere, nach jedem Bestimmungsorte beförderte Depeschen betrachtet und tarirt.

Artikel 26.

Bei Depeschen, von welchen auf einer Station mehrere Ausfertigungen zu bestellen sind, ist für jede Abschrift, welche nebst der eigentlichen Depesche auszufertigen ist, eine Vielfältigungsgebühr von zwanzig Kreuzer C.M. zu entrichten.

Wenn ein Absender verlangt, daß seine Identität am Bestimmungsorte beglaubiget werde,

tanca de la znya pny la 25 kvinte. Trimiterea dicnatorp. al kprop tectp tpecho necto o cxy de kvinte ce va nste antpzia mi a ce da priopitate dicnatorp mai ckrpte de mi aucte din xpmz vorp fi dnkprice mai tpxis. On ecneditorp va nste cz tpxmitz mai mxate dicnaci sna dnz asta nsmal atnvi, kxndp cerbnyz apparatelorp lz va fi cheratp de alte persone. Aucte recerbyczni pz co vorp annika la dicnacie de ctatp.

Artik. 23.

Ecneditorp.az kape va chere de la ctvlnona adrecei adeveringp despre scyeneroa dicnaci case, va recnynde nentpx aucta a napa parte din tanca ce apz fi cz o recnyndp nentpx tpxmiterea snel dicnaci de 25 de kvinte. Ear de va chere ka cz ce petelegrafeze antprip dicnacea cpre a ce konferi, va recnynde jxmzate din tanca kvvinitz nentpx tpxmiterea dicnaci case. Adrecatzaz dnkz va nste chere konferipoa dicnaci scyenyte, dnce va recnynde dnkz odatz tanca nentpx aucta. Nz-mele propie mi rpxnere de litere mi cifre ce vorp konferi din offtiz mi nentpx aucta pz ce va mai recnynde nice o tanca.

Nentpx dicnacie de ctatp dn cifre kxndp ce vorp konferi antprip ce va npxi ne jxmzate tanca tpxmiterei. Aucte dicnaci vorp fi scnynce nsmal la tanca cimply dekzmba vorp fi revectite kz observczyneea kz ecneditorp.az pz chere konferipoa lorp.

Artik. 24.

Ecneditorp.az dakz va voii va nste cz recnyndp tanca dnainte nentpx recnyncp.

Dekzmba auctp recnyncp, afarp de chere viny kvinte ale adrecei pz va kxnpinde mai mxatz de zeye kvinte, atnvi pz ce va recnynde dekatz nsmal jxmzate din tanca snel dicnaci cimply. Dakz recnynczaz pz va cocu dn rectimnz de viny zile, atnvi tanca dnexce ce va da dnperentp cxytrpjdnce a napa parte.

Artik. 25.

Dicnacie ce vorp fi a ce komznika ctvchyzniorp interpretie op a ce denocita la dn-cere, ce vorp koncidera mi tanca ka atzlea dicnaci ceparate mi tpxmice la fizkape lokp de declnyczyne.

Artik. 26.

Nentpx dicnacie, de ne kap vorp fi a ce ecnedi mai mxate kopie la o ctvchyne, ce va recnynde zn adaxp de doezey kpxchepi mon. konp. nentpx fizkape kopiz ce ce va facye ne dnkz dicnacea primitivp.

Dakz ecneditorp.az va ppetinde ka identitateo ca cz ce attecteze la lokzaz declnyczyne, atnvi afarp do tanca nentpx dicnacea

30. cikk.

Ha valamely sürgöny a 14. cikkben felsorolt okok valamelyike miatt visszautasítatik, úgy a beszedett díjból csak azon térségre eső díj térítetik vissza, mellyen keresztül a sürgöny nem vitetett. Az illeték teljes visszafizetésének helye van azon esetben, ha a sürgöny a távirda hibájából nem érkezett rendeltetési helyére, vagy ha kimutattatik, miszerint rendeltetési helyére annyira megrongálva érkezett, miszerint célját nem teljesíthette s a kellő időbeni kijavítás többé lehetséges nem volt, vagy végre ha bármi oknál fogva később érkezett be mintsem a postán megérkezett volna.

A visszafizetett illetékek osztatlanul azon igazgatóság által viseltetnek, mellynek területén a hiba vagy tévedés történt.

31. cikk.

Allamsürgönyök minden állomáson elfogadtnak s elszállíthatnak. Az illeték mindenkör a feladó által fizetendő.

32. cikk.

A nemzetközi forgalomban, egyedül a táv-irati szolgálatot illető sürgönyök díjmentesek.

33. cikk.

A számadások évnegyedenként kerülendnek felszámolás alá. A minden sürgönytől mindenik állam vidékébeni szállításához képest beszedett illetékek az illető kormánynak megtérítetnek.

34. cikk.

A többszörözési díjak azon távirati igazgatóságnak térítetnek meg, mellynek területén a többszörözés történik.

Azon díj, melly a 26. cikk második pontja értelmében a feladó személy ugyanazonságának meghitelesítéseért beszédetik, a lessámitás tárgyát nem képezi, hanem az elküldő távirdai igazgatóságnak megmarad.

35. cikk.

A kölcsönös számvetés minden hónap lefolyta után a követelést tárgyazó számvetés és felszámolás pedig minden év végén történik. Ezen számadások a tartozás illetékeit foglalandják magukban. A számadások az ausztriai igazgatóság által ausztriai pénzürtékben, az összes sommának frankokra leendő visszavezetése mellett s a szárdinai igazgatóság által szárdinai pénzürtékben az összes sommának ausztriai pénzre leendő visszavezetése mellett szerkeszthetnek.

Artikel 30.

Wenn eine Depesche aus einem der im Artikel 14 angeführten Gründe zurückgewiesen wird, so wird von der eingehobenen Gebühr nur der für jene Strecke entfallende Betrag zurückerstattet, welche die Depesche nicht zurückgelegt hat. Die vollständige Zurückzahlung der Gebühr findet Statt, im Falle die Depesche durch Verschulden der Telegraphenanstalt nicht an ihre Bestimmung gelangt ist, oder wenn nachgewiesen wird, daß sie am Bestimmungsorte derart verstimmt eingetroffen ist, daß sie ihren Zweck nicht erfüllen konnte, und eine rechtzeitige Berichtigung nicht möglich war, oder endlich, wenn dieselbe aus irgend einer Ursache später eingetroffen ist, als sie mit der Post angekommen sein würde.

Die zurückerstatteten Gebühren werden ungetheilt von jener Verwaltung getragen, auf deren Gebiete das Verschulden oder der Irrthum vorgefallen ist.

Artikel 31.

Staatsdepeschen werden von allen Stationen angenommen und befördert. Die Gebühr ist stets vom Absender zu bezahlen.

Artikel 32.

Im internationalen Verkehre werden nur die Telegraphen-Dienstdepeschen gebührenfrei befördert.

Artikel 33.

Die Rechnungen werden vierteljährig liquidirt. Die für jede Depesche nach Maßgabe ihrer Beförderung auf dem Gebiete jedes Staates eingehobenen Gebühren werden der betreffenden Regierung vergütet.

Artikel 34.

Die Vielfältigungsgebühren werden jener Telegraphenverwaltung vergütet, auf deren Gebiete die Vielfältigung stattgefunden hat.

Die Gebühr, welche gemäß dem zweiten Abschnitte des Artikels 26 für die Beglaubigung der Identität des Absenders eingehoben wird, bildet keinen Gegenstand der Abrechnung, sondern verbleibt der absendenden Telegraphenverwaltung.

Artikel 35.

Die gegenseitige Rechnungslegung findet nach Ablauf eines jeden Monats Statt. Die Abrechnung und Liquidirung des Guthabens erfolgt am Ende jedes Quartals. Diese Rechnungen haben die Gebühren der Schuldigkeit zu enthalten. Sie werden von der österreichischen Verwaltung in österreichischer Münzwährung mit der Reduction der Totalsumme auf Francs und von der sardinischen Verwaltung in sardinischer Währung mit der Reduction der Totalsumme auf österreichische Münze abgefaßt.

Artik. 30.

Дакъ о дѣпеше се ва рѣента дин трѣнѣ мотивѣ арѣтатѣ дн арѣкѣлѣлѣ 14, атѣнѣ се ва рѣцитѣ дин тѣпселе. Лѣте нѣмѣл сѣмѣ рѣспѣнѣ пѣнтрѣ дѣтанѣа че нѣ о ва фѣ перѣспѣ дѣспѣа. Анѣрѣа рѣцитѣре а тѣпсѣ ва авѣ локѣ кѣндѣ дѣпѣа нѣ ва фѣ сѣцитѣ ла локѣ дѣклѣнѣчѣнѣ дин кѣлѣа инѣлѣлѣлѣ телеграфѣкѣ, сѣл кѣндѣ се ва компрѣа, кѣ а ажѣспѣ ла локѣ дѣклѣнѣчѣнѣ аша де сѣмпѣвалѣ анѣкѣлѣ нѣ 'иѣа нѣстѣ анѣлѣни сѣкѣлѣ сѣл фѣрѣ ка сѣ фѣл фѣсѣл кѣ нѣлѣнѣ а се анѣрѣнта де тѣмпѣрѣ, сѣл не врѣл кѣндѣ дѣпѣа ва фѣ сѣцитѣ маѣ тѣрѣл дѣкѣлѣ кѣндѣ с'арѣ фѣ трѣнѣкѣ кѣ поста.

Тѣпселе де рѣклѣлѣлѣ ле ва рѣспѣнде нѣмаѣ аѣеа адѣнѣстрѣлѣрѣ дн алѣ кѣрѣл терѣторѣл с'а анѣжѣнѣлѣлѣ нѣрѣлѣнѣа сѣл ерѣеа.

Artik. 31.

Дѣпѣлѣ де сѣлѣ се ворѣ акѣпѣнта шѣ трѣмѣте де кѣтрѣ тѣте сѣлѣнѣлѣ. Тѣпсѣ се ва рѣспѣнде тѣлѣсна де кѣтрѣ еспѣдѣтрѣлѣ.

Artik. 32.

Дн коррѣспѣндѣнѣа интерѣнѣнѣале се ворѣ трѣмѣте сѣкѣтѣте де тѣпсѣ нѣмаѣ дѣпѣлѣ рѣлатѣве ла сѣрѣлѣлѣ телеграфѣкѣ.

Artik. 33.

Рѣлѣнѣлѣ се ворѣ лѣмпѣзеѣ не трѣмѣстрѣ. Тѣпселе лѣте пѣнтрѣ фѣкѣре дѣпѣа дѣлѣ дѣтанѣа перѣспѣрѣ не терѣторѣлѣлѣ фѣлѣкѣрѣлѣ сѣлѣ се ворѣ рѣспѣнде гѣверѣлѣлѣ рѣспѣнѣлѣлѣ.

Artik. 34.

Тѣпселе лѣте пѣнтрѣ мѣлѣлѣлѣкѣреа дѣпѣлѣлѣлѣлѣ компѣлѣ аѣелѣ адѣнѣстрѣлѣнѣлѣ не алѣ кѣрѣл терѣторѣл с'а фѣлѣлѣлѣ мѣлѣлѣлѣкѣреа.

Тѣпселе карѣ не тѣмѣлѣлѣ алѣнѣлѣ а доа а арѣкѣлѣлѣлѣ 26 сѣлѣ а се лѣа пѣнтрѣ атѣкѣтѣрѣа иденѣтѣтелѣ еспѣдѣтрѣлѣлѣ, нѣ се ворѣ компѣлѣ, чѣ рѣмѣжѣ ла офѣлѣлѣлѣ де еспѣдѣтрѣлѣ.

Artik. 36.

Дѣрѣа рѣлѣнѣлѣлѣлѣ де о нѣрте шѣ де алѣа ва авѣ локѣ дѣлѣлѣ анѣѣтѣрѣа фѣлѣкѣрѣлѣ лѣлѣ, еар' анѣкѣлѣреа нѣ лѣмпѣзѣреа рѣдѣлѣлѣ ла анѣѣтѣрѣа фѣлѣкѣрѣлѣ трѣмѣстрѣ. Аѣѣте рѣлѣнѣлѣлѣлѣ авѣ а кѣлѣпѣнде тѣпселе дѣтѣрѣлѣ. Рѣлѣнѣлѣлѣлѣ се ворѣ компѣне де адѣнѣстрѣлѣнѣа асѣтрѣакѣ дн монѣлѣ асѣтрѣакѣ кѣ рѣдѣѣрѣеа сѣмѣлѣ тѣлѣлѣ ла франѣл; еар' де адѣнѣстрѣлѣнѣа Сѣрѣдѣнѣкѣ дн монѣла сѣлѣлѣлѣ Сѣрѣдѣнѣкѣ кѣ рѣдѣѣрѣеа сѣмѣлѣ тѣлѣлѣ ла монѣла асѣтрѣакѣ.

Kelt Turinban 1856 október harmadikán.

(P. H.) **Paar** s. k.
(P. H.) **De Salmour** s. k.

Nos visis et perpensis omnibus et singulis Conventionis hujus articulis, illos omnes ratos gratosque habere hisce profiteamur et declaramus, verbo Nostro Caesareo-Regio spondentes, Nos omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandatueros, nec ut illis ulla ratione a Nostris contraveniatur, permissuros esse.

In quorum fidem praesentes ratihabitionis tabulas Manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro appenso muniri jussimus.

Dabantur in Imperiali Urbe Nostra Viena 5. Novembris, anno millesimo octingentesimo quinquagesimo sexto, Regnorum Nostrorum octavo.

Franciscus Iosephus.

(L. S.)

Comes a Buol-Schauenstein m. p.

Ad Mandatum Sacrae Caesareae Regiae et Apostolicae Majestatis proprium:

Jg. Eques Liehmann a Palmrode m. p.
Cons. Aul. et Ministerialis.

32. szám

Kibocsátványa

a pénzügyi ministeriummal 1857 február 12-kéről, a különös utlevél-ellenőrség behozatala iránt, Tyrolnak naudersi határszéli járásában.

A birodalmi törvénylap VII. dar. 28. sz. kiadott február 21-kén 1857.

33. szám.

Hirdetménye

a pénzügyi ministeriumnak 1857 február 13-káról, a broszkowicei és Igolai II. osztályu mellék vámhivatalok megszüntetése tárgyában.

A birodalmi törvénylap VII. dar. 29. sz. kiadott február 21-kén 1857.

Geschehen zu Turin am dritten October 1856.

(L. S.) **Paar** m. p.
(L. S.) **de Salmour** m. p.

Nos visis et perpensis omnibus et singulis Conventionis hujus articulis, illos omnes ratos gratosque habere hisce profiteamur et declaramus, verbo Nostro Caesareo Regio spondentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandatueros, nec ut illis ulla ratione a Nostris contraveniatur, permissuros esse.

In quorum fidem praesentes ratihabitionis tabulas Manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro adpresso muniri jussimus.

Dabantur in Imperiali Urbe Nostra Vienna 5. Novembris anno millesimo octingentesimo quinquagesimo sexto, Regnorum Nostrorum octavo.

Franciscus Iosephus.

(L. S.)

Comes a Buol-Schauenstein m. p.

Ad mandatum Sacrae Caesareae Regiae et Apostolicae Majestatis proprium:

Jg. Eques a Liehmann Palmrode m. p.
Consiliarius aulicus et ministerialis.

No. 32.

Erlass

des Ministeriums der Finanzen vom 12. Februar 1857, über die Einführung der besonderen Passcontrole im Grenzbezirke von Nauders in Tirol.

Im Reichs-Gesetz-Blatte VII. Stück No. 28, ausgegeben am 21. Februar 1857.

No. 33.

Rundmachung

des Finanzministeriums vom 13. Februar 1857, über die Aufhebung der Nebenzollämter II. Classe zu Broszkowice und Igola.

Im Reichs-Gesetz-Blatte VII. Stück No. 29, ausgegeben am 21. Februar 1857.

Ca Феврѣлѣмъ 21. Тѣснѣмъ 21. Октомвремѣ 1856.

(J. C.) **Paar** m. p.
(J. C.) **De Salmour** m. p.

Nos visis et perpensis omnibus et singulis Conventionis hujus articulis, illos omnes ratos gratosque habere hisce profiteamur et declaramus, verbo Nostro Caesareo Regio spondentes, Nos omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandatueros, nec ut illis ulla ratione a Nostris contraveniatur, permissuros esse.

In quorum fidem praesentes ratihabitionis tabulas Manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro adpresso muniri jussimus.

Dabantur in Imperiali Urbe Nostra Vienna 5. Novembris anno millesimo octingentesimo quinquagesimo sexto, Regnorum nostrorum octavo.

Franciscus Iosephus.

(L. S.)

Comes a Buol-Schauenstein m. p.

Ad mandatum Sacrae Caes. Regiae et Apostolicae Majestatis proprium:

Jg. Eques Liehmann a Palmrode m. p.
Cons. aul. et ministerialis.

Nr. 32.

Декретъ

министеріалѣ де Финанце дин 12. Феврѣ 1857, при каде се контролѣ о контролѣ спеціалѣ де напорте на черкѣлѣ конфиниаре Nauders на Тиролѣ.

Днъ вѣлетинѣ имперіалѣ тѣснѣмъ VII, Nr. 28, естрѣдатѣ 21. Феврѣ 1856.

Nr. 33.

Пѣвликъчизнеа

министеріалѣ де Финанце дин 13. Феврѣ 1857, при каде се десфиндеазѣ официалѣ акчесорѣ де вѣмъ де класа II. дин Бросzkowice ми Igola.

Днъ вѣлетинѣ имперіалѣ тѣснѣмъ VII, Nr. 29, естрѣдатѣ 21. Феврѣ 1857.

előtt oktatás közbeni használat végett adandók kezökbe.

3. A politikai iskola szerkezet 322-dik §-nak azon megszorítása, miszerint azon szegény tanulók száma, kiknek részére iskolakönyvek ingyen kívántatnak, az iskola képeseknek csak egy ötöd s legfeljebb egy negyedrészt teheti, annyiban megszüntetik, a mennyiben egy részt jövőre nem az iskolaképes, hanem az iskolázó gyermekek száma szolgáland sinormértékül s a mennyiben más részt ezen az iskolázó gyermekek egy negyedrésztére való szorítás, egyedül az illető járás, kerület vagy ország részéről igényelhető szegényi könyvek összes számára, nem pedig egyes tanulók számára vonatkozik. Sőt minden egyes iskola számára annyi szegényi könyv kívántathatik, a mennyi az abba járó szegény gyermekeknek a jelen rendelet 2. §. értelmében leendő részesítésére, szükségesnek mutatkozik. A mennyiben ezen igény más iskolák részéről tett igényekre való tekintettel valószínű, s a kirendelt szegényi könyvek száma elégséges, a politikai iskolaszerkezet 321. §-nak azon további határozata is meg fog szülni, miszerint a gyermekek ketten, s az evangeliomoknál hárman olvassanak egy könyvből.

4. A kívánt szegényi könyvek összes értékének, a bekötött példányok ára szerint számítva, az illető koronaország vagy közigazgatási területben eladott iskolakönyvek összes értékének 25% (huszonöt százalékát) semmi esetre sem szabad meghaladnia.

Gróf Thun s. k.

36. szám.

Kibocsátványa

a pénzügyi ministeriumnak 1857 február 10-kéről,

kiható a közös vámkezelési minden vámhivatalaira nézve, a vaspálya kocsiknak, a német vámegeylettel közbenső forgalomban való vámkezelése iránt.

A birodalmi törvénylap IX. dar. 36. sz. kiadatott márczius 10-kén 1857.

Kérdés támadván az iránt, valjon az 1853 február 19. kelt kereskedelmi s vámszerződés (birod. törv. lap 1853 évfolyam LXVIII. dar. 207. sz. 1085 lap) I. A. mellékletének 24. tételére vonatkozólag, az 1853 december 5-kén kelt vámjegyzék 72. a) és b) tételéhez való jegyzet a vaspálya kocsikra is al-

früher zum Gebrauche während des Unterrichtes in die Hand zu geben.

3. Die Beschränkung des §. 322 der politischen Schulverfassung, daß die Anzahl der Armen, für welche unentgeltlich die Lehrbücher verlangt werden, nur den fünften, höchstens den vierten Theil der Schulfähigen ausmachen darf, wird in sofern aufgehoben, als einerseits hinfort nicht die Anzahl der schulfähigen, sondern jene der schulbesuchenden Kinder zum Maßstabe zu dienen hat, und als andererseits die Beschränkung auf den vierten Theil der schulbesuchenden Kinder sich nur auf die Gesamtzahl der anzusprechenden Armenbücher eines Bezirkes, Kreises, Landes, nicht aber auf jene der einzelnen Schulen zu beziehen hat. Für jede einzelne Schule können vielmehr so viele Armenbücher angesprochen werden, als deren zur Theilung der einzelnen dieselbe besuchenden armen Kinder im Sinne des §. 2 dieses Gesetzes nöthig erscheinen. In wie weit sich der Anspruch mit Rücksicht auf die von den anderen Schulen gestellten Anforderungen verwirklichen läßt und daher die Anzahl der bewilligten Armenbücher hinreicht, wird auch die weitere Bestimmung des §. 321 der politischen Schulverfassung, wornach die Kinder je zwei, oder bei den Evangelisten je drei aus einem Buche lesen sollen, entfallen können.

4. Der Gesamtwert der angesprochenen Armenbücher, nach dem Preise gebundener. Exemplare gerechnet, darf 25% (fünfundzwanzig Prozent) des Gesamtwertes der in das betreffende Kronland oder Verwaltungsgebiet verkauften Schulbücher in keinem Falle übersteigen.

Graf Thun m. p.

No. 36.

Er laß

des Finanzministeriums vom 18. Februar 1857.

giltig für sämtliche Zollämter des allgemeinen Zoll-Verbandes, über die Zollbehandlung der Eisenbahnwagen im Zwischenverkehre mit dem deutschen Zollvereine.

Im Reichs-Gesetz-Blatte IX. Stück, No. 36, ausgegeben am 10. März 1857.

Ueber die Frage, ob mit Rücksicht auf die Post 24 der Anlage I A des Handels- und Zollvertrages vom 19. Februar 1853 (Reichs-Gesetz-Blatt, Jahrgang 1853, LXVIII. Stück, No. 207, Seite 1085), die Anmerkung zu den Posten 22 a) und b) des Zolltarifes vom 5. December 1853, auch auf Eisenbahnwa-

gato demni de a li ce da kърцияла дн мо- dьла индикатъ маѣ сѣсѣ.

3. Дискреціонеа §-лѣ 322 дн конституціонеа политикъ школистикъ, при каро се проscribe ка нѣмърѣлѣ сѣрачѣлорѣ кърора сѣнт а ли ce da не нѣмѣка кърцияла школистиче сѣ не треакъ несте а чѣмъча, чѣлѣмълѣ несте а патра парте а прѣнцилорѣ каначѣ де скѣлѣ, се дефиницеазѣ дѣнѣрѣ аѣтѣ, дѣнѣрѣ кѣтѣ де о парте ва серѣи де вѣсѣ нѣмърѣлѣ прѣнцилорѣ чѣ дѣмълѣ ла скѣлѣ, сѣр' не алѣ чѣлорѣ чѣ сѣнт каначѣ де скѣлѣ, сѣр' де чѣлалѣ парте тѣр-ципѣеа ла а патра парте а прѣнцилорѣ чѣ дѣмълѣ ла скѣлѣ не се рефересче ла дѣнѣрѣлѣ нѣмърѣ алѣ школарѣлорѣ чѣ нѣмаѣ ла дѣнѣрѣлѣ нѣмърѣ алѣ кърциялорѣ нентѣрѣ сѣрачѣ чѣ сѣнт а се прѣтѣнде нентѣрѣ о прѣтѣрѣ, прѣфен-тѣрѣ ор деарѣ. Дѣнкѣнтра нентѣрѣ фѣкѣре скѣлѣ се нотѣ прѣтѣнде атѣте кърци нентѣрѣ сѣрачѣ, кѣте дѣн дѣнѣлесѣлѣ §-лѣ 2 дн ачѣстѣ дѣ-крѣтѣ се ворѣ нѣрѣ кѣ сѣнт дѣлѣнѣсѣ спре а се дѣнѣрѣлѣ дѣнѣре школарѣ чѣ дѣмълѣ ла скѣлѣ. III дѣнѣрѣсѣчѣнеа §-лѣ 321 дн конституціонеа политикъ школистикъ при каро се прѣscribe кѣ кѣте доѣ шѣ ла еванѣлиѣ кѣте тѣрѣ прѣнци сѣ чѣтеасѣкѣ дѣн о карте, нотѣ рѣмѣжнѣ афѣрѣ дѣнѣрѣ аѣтѣ дѣнѣрѣ кѣтѣ се нотѣ рѣалѣса прѣ-тѣнѣсѣнеа авѣндѣ дѣн вѣдѣре рѣчѣрѣнѣле фѣ-кѣсте де кѣтѣрѣ чѣлѣлѣте скѣле; шѣ принѣрѣмарѣ дѣнѣкѣтѣ ажѣзѣнѣце нѣмърѣлѣ кърциялорѣ кончѣсе нентѣрѣ сѣрачѣ.

4. Валореа дѣнѣрѣлѣ а кърциялорѣ прѣтѣнсе нентѣрѣ сѣрачѣ, констатѣ дѣнѣ прѣдѣлѣ есем-пларѣлорѣ лѣгѣте, не е пермѣсѣ нѣче дѣнѣрѣлѣлѣ касѣ ка сѣ. треакъ несте 25% (dozeveni шѣ чѣнѣи ла сѣтѣ) а валорѣи дѣнѣрѣи а кърциялорѣ школистиче вѣндѣсте дѣн рѣлатѣва деарѣ ор дѣ рѣлатѣвѣлѣ терѣторѣ адмѣнѣстратѣвѣ.

Komitele Thun m. u.

Nr. 36.

Декретълѣ

минѣстерѣлѣи де Финанѣе дн 18. Фѣврѣ 1857,

нентѣрѣ тѣте офѣсѣиѣле де вѣмъ дн лѣгѣтѣра коммѣнѣ де вѣмъ, дѣспре вѣмъѣреа вагонѣлорѣ де ка-леа Фѣрекатѣ дѣн коммѣрѣцѣлѣ ин-термѣзѣ кѣ рѣзнѣнеа цѣрѣмѣлѣ де вѣмъ.

Дѣн вѣлѣтѣнѣлѣ импѣриѣле тѣнѣнѣкѣлѣ IX, Nr. 36, сѣрѣдатѣ дѣн 10. Мартѣ 1857.

Ла дѣнѣрѣварѣеа нѣсѣкѣтѣ дакѣ авѣндѣ дѣн вѣдѣре пост. 24 алѣ additѣмѣнтѣлѣи тѣрѣнтѣлѣи де коммѣрѣцѣи шѣ вѣмъ дн 19. Фѣврѣ 1853 (вѣл. имп. дн анѣлѣ 1853 тѣн. LXVIII. Nr. 207 паг. 1085) аднѣтѣчѣнеа ла пост. 72 а) шѣ б) дн тарѣфа де вѣмъ дн 5. Дѣчѣмъре 1853, е а се аплѣка шѣ ла вагонѣле де ка-

kalmazandó-e; a parmai és modenai hercegi kormányok beleegyezésével elhatározottat, hogy csak a vaspálya kocsiknak főleg fából álló felső részét (kasát) ha az bormunkával vagy párnázattal ellátva nincs, szabad a német vámegeyesület szabad forgalmából történt bevételnél a szerződvény I. A. mellékletének 24. tétele alapján vámentesen kezelni, hogy következőleg a vámjegyzék 72. a) és b) tételéhez jegyzet, az illy felső részekre kiterjesztendő.

Ellenben a teljesen felszerelt, az az használatra kész vaspályakocsikat, (Waggon) s ép úgy az illy kocsiknak főleg vashól álló alsó részét a német vámegeyesület szabad forgalmából leendő bevétel alkalmával az 1853 december 5. kelt vámjegyzék 72. d) tétele s az ahhoz tartozó jegyzet, szerint kell megvámolni.

A 72. a) és b) vámjegyzéki tételhez tartozó jegyzetnek kiterjesztéséről szóló határozat, azon napon lépend hatályba, mellyen mind-egyik vámhivatalnak tudomására jut.

Báró **Bruck** s. k.

37. szám.

Hirdetvénye

a pénzügyi ministeriumnak 1856 február 19-ről,

kiható a közös vámkapcsolatban foglalt minden koronaországokra,

a bielinyi I. osztályu mellékvámhivatalnak egy II. osztályu fővámhivatallá kísérletileg leendő fölemelése tárgyába.

A birodalmi törvénylap IX. dar. 37. sz. kiadott márczius 10-kén 1857.

A krakói hercegségben létező bielinyi (koziarniai) I. osztályu mellékvámhivatalnak 1857. márczius 16-tól fogva kísérlet képen II. osztályu fővámhivatal megvámozási jogositványa adatik.

Báró **Bruck** s. k.

38. szám.

Rendelete

az igazságügyi ministeriumnak, a hadsereg főparancsnokságának s a

gen anzuwenden sei, wurde mit Zustimmung der herzoglichen Regierungen von Modena und Parma entschieden, daß nur die hauptsächlich aus Holz bestehenden Obergestelle (Kasten) der Eisenbahnwagen, wenn sie nicht mit Leder oder Polsterarbeit versehen sind, bei der Einfuhr aus dem freien Verkehre des deutschen Zollvereines, auf Grund der Post 24 der Vertragsanlage I A zollfrei behandelt werden dürfen, daß folglich die Anmerkung zu den Tarifsposten 72 a) und b) auf solche Obergestelle auszu- dehnen ist.

Dagegen sind vollständig montirte, d. i. zum Gebrauche fertige Eisenbahnwagen (Waggon) und eben so die hauptsächlich aus Eisen bestehenden Untergestelle solcher Wagen, auch bei der Einfuhr aus dem freien Verkehre des deutschen Zollvereines nach der Post 72 d) des Zolltarifes vom 5. December 1853 und der zu dieser Post gehörigen Anmerkung zu verzollen.

Die Bestimmung über die Ausdehnung der Anmerkung zu den Tarifsposten 72 a) und b) hat mit dem Tage in Wirksamkeit zu treten, an welchem sie jedem Zollamte bekannt wird.

Freiherr von **Bruck** m. p.

No. 37.

Kundmachung

des Finanzministeriums vom 19. Februar 1857,

giltig für die im allgemeinen Zollverbände begriffenen Kronländer,

betreffend die versuchsweise Erhebung des Nebenzollamtes I. Classe Bieliny zu einem Hauptzollamte II. Classe.

Im Reichs-Gesetz-Blatte IX. Stück No. 37, ausgegeben am 10. März 1857.

Dem Nebenzollamt I. Classe Bieliny (Koziarnta im Krakauer Verwaltungsgebiete wird versuchsweise vom 16. März 1857 angefangen, daß Verzollungsbefugniß eines Hauptzollamtes II. Classe eingeräumt.

Freiherr von **Bruck** m. p.

No. 38.

Verordnung

des Ministeriums der Justiz, des Armee-Obercommando und der ober-

lea ferekatъ, с'а deчicъ ип ипдeлeчepo къ гвepнeлe de Мstina ии Парма къ пsmai niedeclale ceнepиopи aлe вaгoнeлopъ de кaлeа фepекaтъ de вopъ фi фъкстe дин лeтнъ ии пз вopъ фi пpoвъзстe къ пeлe op къ ипнaлътpе, вopъ фi екститe de вaмъ лa ипнopтaлъ дин кoммepчaлъ ливepъ aлъ peзниснeи цepтaнe de вaмъ, пe тeмeлaлъ пocт. 24 aлъ addit. кoнтp. I. A., ии къ пpин вpтape аднoтъчиснeа лa пocт. тaриф. 72 a) ии b) e a ce eclinde ии лa атaрi niedeclalъ ceнepиopи.

Еар' вaгoнeлe ипвpъкaтe пe дeнaлнъ aдeкъ рaтa към ce кaдe пpeкъм ии niedeclale ип- фepиopи кapи кoнцicтъ мaл aлeцъ дин фepъ, ce вopъ въмъи лa ипнopтaлъ дин кoммepчaлъ ливepъ aлъ peзниснeи цepтaнe de вaмъ дънъ пocт. 72 d) дин тaрифa de вaмъ дин 5. Дe- чeмбpe 1853 ии дънъ аднoтъчиснeа peлaтивъ лa aчecтъ пocтъ. Дичнacчaнeа дeчпpe eclindepеa аднoтъчиснeи лa пocт. тaриф. 72 a) ии b) вa иптpa ип aнтиситaтe дин зисн ип кape ce вa пъвлaкa фiвъкpъи оффицъ de вaмъ.

Баронъ **de Брук** m. n.

Nr. 37.

Пъвлікъчиснеа

министеріади де Финанге дин 19. Фeвpъ 1857,

центpъ totо цepелe импepиaлe дин лeгaтepa de кoммaнъ вaмъ,

пpин кape оффицълъ акчecopъ de вaмъ de клaca I. дин Bieliny ce pъ- дикъ лa оффицъ пpинципaлe de вaмъ de клaca II.

Ип вълeтнaлъ импepиaлe тъпънкълъ IX, Nr. 37, ecтpaдaтъ ип 10. Mape 1857.

Оффицълъ акчecopъ de вaмъ de клaca I. дин Bieliny (Koziarnta ип лeтopълъ адми- нистpaтивъ aлъ Кpакoвиe) ce кoнчeдъ ип пpивинъa въмъиpеи, ипчeнъндъ дин 16. Mape 1857, дpeнтъpилe чe кoмпeтъ вьдъ оффицъ пpинципaлe de вaмъ de клaca II.

Баронъ **de Брук** m. n.

Nr. 38.

Ordinъчиснеа

министеріади де жъетигъ. а сьпре- мeлъ кoмманде de octe ии a сьпре-

legfőbb rendőri hatóságnak 1857 február 22-ről,

kiható minden koronaországokra, a katonai határőrséget kivéve,

a polgári rögtönbiróságoknak a katonai törvényhatóság alá tartozó olly személyek fölötti illetősége tárgyában, kik a katonai őrség által fogatnak be.

A birodalmi törvénylap IX. dar. 38. sz. kiadott márczius 10-kén 1857.

Az 1856 december 23-kán kelt rendelet (birod. törv. lap 235. sz.) süggelekeül az igazságügyi ministerium a hadsereg főparancsnokságával s a legfőbb rendőri hatósággal egyetértőleg, következőt találta rendelendőnek:

A csendőrségnek, a katonai rendőrtestnek s más katonai őrségeknek már hivatala lévén, a polgári rögtönbiróságokat hivataluk gyakorlásában, előforduló alkalommal segíyezni, annál fogva mihelyest valamely járásban, a polgári rögtöntörvénynek kihirdetése megtörtént, a különben a katonai törvényhatóság alatt álló személyek, a rögtönbiróságokhoz tartozó bűntetteket illetőleg, ezen biróságok törvényhatóságának akkor is alávetvék, ha valamely katonai őrség által fogatnak be, a nélkül, hogy ez valamely polgári hatóság részéről segítségnyújtásra felszólítatott volna.

Báró Krauss s. k.

Báró Bamberg s. k., v. ö.

Báró Kempen s. k., a. t. n.

39. szám.

Kibocsátványa

a pénzügyi ministeriumnak 1857 február 23-ről, a Tirolban létező halli bányakapitányság s a klauseni kirendelt bányabiztosság közvetlen hivatalterületének Tirol- és Vorarlberg-új politikai s birósági szervezetére való tekintettel leendő elkörítése iránt.

A birodalmi törvénylap IX. dar. 39. sz. kiadott márczius 10-kén 1857.

sten Polizeibehörde vom 22. Februar 1857,

wirksam für alle Kronländer, mit Ausnahme der Militärgränze,

über die Zuständigkeit der Civil-Standgerichte in Ansehung der, der Militär-Gerichtbarkeit unterworfenen, von der Militärwache eingebrachten Personen.

Im Reichs-Gesetz-Blatte IX. Stück No. 38, ausgegeben am 10. März 1857.

Im Nachhange zu der Verordnung vom 23. December 1856, No. 235 des Reichs-Gesetz-Blattes, findet das Justizministerium im Einvernehmen mit dem Armees-Ober-Commando und der obersten Polizeibehörde Folgendes zu verordnen:

Da es schon in dem eigenen Berufe der Gend'armierie, des Militär-Polizeiwachcorps und anderer Militärwachen gelegen ist, die Civil-Standgerichte in der Ausübung ihres Amtes bei sich darbietender Gelegenheit zu unterstützen, so sind, sobald in einem Bezirke die Kundmachung des Civil-Standrechtes erfolgt ist, die sonst der Militärgerichtbarkeit unterstehenden Personen in Beziehung auf die dem Standgerichte zugewiesenen Verbrechen der Gerichtbarkeit desselben auch dann unterworfen, wenn sie von einer Militärwache ohne besondere Aufforderung der Civilbehörde zur Assistenzleistung eingebracht werden.

Freiherr von Krauß m. p.

Freiherr von Bamberg m. p. G. M.

Freiherr von Kempen m. p., J. M. L.

No. 39.

Er la ß

des Finanzministeriums vom 23. Februar 1857, über die Abgränzung des unmittelbaren Amtsgebietes der Berghauptmannschaft zu Hall in Tirol, und des exponirten Bergcommissariates in Klausen, mit Rücksicht auf die neue politisch-gerichtliche Organisation von Tirol mit Vorarlberg.

Im Reichs-Gesetz-Blatte IX. Stück No. 39, ausgegeben am 10. März 1857.

mei astopitzi de poliция din 22. Februar 1857,

pentru toate Țările imperiale, afară de confințele militare,

despre competența judecătorească civilă statutară în privința persoanelor prinse de către gardia militară și subordonate potestative judecătorească militară.

În v. l. e. t. i. n. a. l. e. i. m. p. e. r. i. a. l. e. t. m. b. l. e. n. i. c. i. a. l. e. IX, Nr. 38, e. s. t. r. a. d. a. t. Ț. d. n. 10. M. a. r. t. e. 1857.

Ministeriul de justiție și administrație este suprema comandă de ordine și de disciplină a poliției, afară de cazurile în care se aplică dispozițiile adăugate la ordinul din 23. Decembrie 1856 (v. l. i. m. p. N. 235):

Fiindcă scopul Țării și al armatei, a corpului de gardia militară de poliție și al altor gardie militare e ca la toate ocaziunile să ajute pe judecătorească civilă statutară și să îndepărteze ofițerii lor; de aceea se face cunoștință, că îndată ce și în Țările imperiale se va fi publicat dispozițiile civile de statutară, persoanele care de altminte ar fi subordonate potestative judecătorească militară, vor fi supuse și în privința crimelor aceminate judecătorească de statutară potestative acestor judece chiar și atunci când se vor prinde de către gardia militară fără ca aceștia să fie fosti provocati de deperțoriele civile spre a presta accițiune.

Baronul de Krauss m. p.

Baronul de Bamberg m. p. G. M.

Baronul de Kempen m. p. M. L.

Nr. 39.

Декретъ

ministeriului de Finanțe din 23. Februar 1857, prin care având în vedere noua organizare politico-judecătorească din Tirol și Foralbergă se depozitează nemediațabil teritoriul ofițial al câmpului minier din Hall și Tirol, și al câmpului minier eslovenic din Klausen.

În v. l. e. t. i. n. a. l. e. i. m. p. e. r. i. a. l. e. t. m. b. l. e. n. i. c. i. a. l. e. IX, Nr. 39, e. s. t. r. a. d. a. t. Ț. d. n. 10. M. a. r. t. e. 1857.

40. szám.

Kibocsátványa**a pénzügyi ministeriumnak 1857 február 27-ről,**

kibátó az általános vámterület minden koronaországaira,

a Schönwaldban létező kiviteli vámállomás megszüntetése s ugyanott egy II. osztályu mellékvámhivatal fölállítása iránt.

A birodalmi törvénylap IX. dar. 40. sz. kiadott márczius 10-kén 1857.

A Csehországi leitmeritzi pénzügyi járásban létezett schönwaldi kiviteli vámállomás helyébe egy II. osztályu mellékvámhivatal állított.

Ennek hatályossága 1857 február 28-kán kezdődik.

Báró **Bruck** s. k.

41. szám.

Kibocsátványa**a pénzügyi ministeriumnak 1857 márczius 2-ről, a porlezzei-i vámhivatal fölállítása iránt.**

A birodalmi törvénylap IX. dar. 41. sz. kiadott márczius 10-kén 1857.

42. szám.

Kibocsátványa**a pénzügyi ministeriumnak 1857 márczius 2-ről,**

kibátó minden koronaországokra,

melly által a Porosz-Slécia s a Glatzi grófság felőli határszél mentében fekvő I. osztályu mellékvámhivataloknak arra nézve adott jogositvány, hogy a származási bizonyítványokkal ellátott nyers vasra a kedvezményes vámot alkalmazhassák, 1858 jnnius végeig terjesztetik ki.

A birodalmi törvénylap IX. dar. 42. sz. kiadott márczius 10-kén 1857.

A porosz királyi pénzügyi ministerium által

No. 40.

E r l a ß**des Finanzministeriums vom 27. Februar 1857.**

giltig für sämtliche Kronländer des allgemeinen Zollverbandes,

über die Aufhebung der zu Schönwald bestehenden Zoll-Abzügler-Station und Errichtung eines Nebenzollamtes II. Classe daselbst.

Im Reichs-Gesetz-Blatte IX. Stück No. 40, ausgegeben am 10. März 1857.

An die Stelle der zu Schönwald im leitmeriger Finanzbezirke Böhmens bestandenem Zoll-Abzügler-Station wurde ein Nebenzollamt II. Classe errichtet.

Dessen Wirksamkeit beginnt am 28. Februar 1857.

Freiherr von **Bruck** m. p.

No. 41.

E r l a ß**des Finanzministeriums vom 2. März 1857, betreffend die Errichtung eines Zollamtes in Porlezza.**

Im Reichs-Gesetz-Blatte IX. Stück No. 41, ausgegeben am 10. März 1857.

No. 42.

E r l a ß**des Finanzministeriums vom 2. März 1857,**

giltig für alle Kronländer,

betreffend die Ausdehnung der, den Nebenzollämtern I. Classe längs der Gränze gegen Preussisch-Schlesien und die Grafschaft Glatz eingeräumten Ermächtigung zur Anwendung des Begünstigungszolles für das, mit Ursprungszeugnissen versehene Roheisen bis Ende Juni 1858.

Im Reichs-Gesetz-Blatte IX. Stück No. 42, ausgegeben am 10. März 1857.

In Folge eines vom k. preussischen Finanz-

Nr. 40.

Декретъ**министеріа де Финанге дин 27. Феврѣ 1857.**

ментрѣ тоѣ герете имперіа де лертсра комментъ де вартъ,

prin care ce desființează стъчинеа de vartъ din Schönwald și anlocăе еі се anființează șiđ оффиціа акчесоріс de vartъ de класа II.

An вѣстникъ имперіале мѣсячникъ IX, Nr. 40, есрдатъ an 10. Marte 1857.

An локълъ стъчинеі de vartъ din Schönwald an черкълѣ финансиаре Leitmerigъ an Боemia с'а anfiinгатѣ șiđ оффиціа акчесоріс de vartъ de класа II.

Ачетъ оффиціа ва интра an antibilitate an 28. Феврѣ 1857.

Баронъ де **Bruck** m. p.

Nr. 41.

Декретъ**министеріа де Финанге дин 2. Marte 1857. prin care ce inființează șiđ оффиціа de vartъ an Porlezza.**

An вѣстникъ имперіале мѣсячникъ IX, Nr. 41, есрдатъ an 10. Marte 1857.

Nr. 42.

Декретъ**министеріа де Финанге дин 2. Marte 1857.**

ментрѣ тоѣ герете имперіа,

prin care оффиціелоръ акчесоріс de vartъ de класа I. карі се афлѣ деалонгълѣ конфиніадеі кѣтрѣ Сілоція прѣсіанъ și komitatълѣ Glatz ce есінде пѣнѣ ла канетълѣ лѣі Іс-ніс 1858 дрентълѣ че лѣ с'а фочѣтъ кончесѣ епре а апплика вана зморатъ ла вѣмѣреа Ферълѣі крѣдѣ провѣздѣтѣ кѣ аттестате де провиніа.

An вѣстникъ имперіале мѣсячникъ IX, Nr. 42, есрдатъ an 10. Marte 1857.

An зрма допінгеі деіарате дин партеа р.

nyilvánított kívánat folytán, az 1855 június 15-kén kelt itteni kibocsátvánnyal (bir. törv. lap 504. lap) a Porosz-Szlézia- és a Glatzi grófság felőli határszél mentében fekvő I. osztályu mellékvámhivataloknak 1856 június végeig engedett, s az 1856 ápril 21-kén kelt itteni kibocsátvánnyal, (bir. törv. lap 65. sz. 242 lap) 1857 június végeig kiterjesztett abbeli jogositvány, miszerint a bányahatóságok által kiadott származási bizonyítványokkal ellátott nyersvasra a kedvezményes vámot alkalmazhassák, Poroszország részéről hasonló eljárás követése mellett, 1858 június végeig hosszabbítatik meg.

Báró **Bruck** s. k.

43. szám.

Rendelete

a legfőbb rendőri hatóságnak 1857 márczius 3-ról, a „Das Jahrhundert“ című időszak lapra nézve a posta általi szétküldésnek megtiltása iránt.

A birodalmi törvénylap IX. dar. 43. sz. kiadott márczius 10-kén 1857.

A legfőbb rendőri hatóság a Meissner Otto kiadótulajdonosnál Hamburgban megjelenő: „Das Jahrhundert. Zeitschrift für Politik und Literatur“ című időszak nyomtatványra nézve, a sajtórendtartás foganatosítása végetti utasítás 17. §. értelmében, a posta általi szétküldést a birodalom egész területére nézve megtiltandónak találja.

Báró **Kempen** s. k. a. t. n.

44. szám.

Császári rendelet

1857 február 18-ról, mellyel Dalmátországban egy új vámjegyzék hozatik be.

A birodalmi törvénylap X. dar. 44. sz. kiadott márczius 11-kén 1857.

45. szám.

Kibocsátványa

a pénzügyi s kereskedelmi ministeriumoknak 1857 márczius 4-ről,

kiható Dalmátországra,

I. 1857.

ministerium geäußerten Wunsches, wird die mit dem hierortigen Erlasse vom 15. Juni 1855 (Reichs-Gesetz-Blatt, Seite 504) den Nebenzollämtern I. Classe längs der Gränze gegen Preussisch-Schlesien und die Grafschaft Glatz auf die Zeit bis Ende Juni 1856 eingeräumt und mit dem hierortigen Erlasse vom 21. April 1856 (Reichs-Gesetz-Blatt, No. 65, Seite 242) bis Ende Juni 1857 ausgebehnte Ermächtigung zur Anwendung des Begünstigungssolles für das mit Ursprungszeugnissen der Bergbehörden versehene Roheisen, gegen Beobachtung eines gleichen Verfahrens von Seite Preussens, auf die Zeit bis Ende Juni 1858 verlängert.

Freiherr von **Bruck** m. p.

No. 43.

B e r o r d n u n g

der obersten Polizeibehörde vom 3. März 1857, betreffend die Entziehung des Postdebets der Zeitschrift: „Das Jahrhundert.“

Im Reichs-Gesetz-Blatte IX. Stück No. 43, ausgegeben am 10. März 1857.

Die oberste Polizeibehörde findet sich bestimmt, der im Verlage von Otto Meißner zu Hamburg erscheinenden periodischen Druckchrift: „Das Jahrhundert, Zeitschrift für Politik und Literatur“ — im Sinne des §. 17 der Instruction zur Durchführung der Preßordnung, den Postdebit für den Umfang des Kaiserstaates zu entziehen.

Freiherr von **Kempen** m. p., F.M.E.

No. 44.

Kaiserliche Verordnung

vom 18. Februar 1857, wegen Einführung eines neuen Zolltarifes in Dalmatien.

Im Reichs-Gesetz-Blatte X. Stück No. 44, ausgegeben am 11. März 1857.

No. 45.

E r l a ß

der Ministerien der Finanzen und des Handels vom 4. März 1857,

giltig für Dalmatien,

ministeriis de finance din Prussia, ce prelungesc pe timp de capetala lui Iunie 1858, dreptul de a aplica vama vamozata in provincia ferata kraia provizoriu cu atentie de provincie dela departamentul minerari, care dreptul sa fosti conchese pe timp de capetala lui Iunie 1856, prin decretul nostrar din 15. Iunie 1855 (Bull. imp. pag. 504) officialor akcesori de vama de klasa I. ce se afla dealungul confinitatilor de kraia Silesia Prusiana in komitatul Glatz ear prin decretul nostrar din 21. Aprilie 1856 (Bull. imp. Nr. 65, pag. 242) sa fosti prelungiti pe timp de capetala lui Iunie 1857.

„Ce anghelene de cine k nima ama de kama mi Prussia va observa tota acoasta pro-chesur.“

Baronul de **Bruck** m. n.

Nr. 43.

Ordinychinea

csurpemei astopituri de politie din 3. Martie 1857, prin care razetei „Das Jahrhundert“ ce custrage debitala postale.

An bulatinala imperiala mbanikiala IX, Nr. 43, estrapatala an 10. Martie 1857.

Csurpema astopitate de politie afla ka kale a decide, ka an anghelescul §-lail 17 din inctpsichinea nentps ecekstareea lecei de presca sa ce custrage nentps tota ksnprinciala imperiala debitala postale an provincia timpitipei periodice „Das Jahrhundert. Zeitschrift für Politik und Literatur“ care ce timpresche la Otto Meissner an Hamburg.

Baronul de **Kempen** m. n. M. A.

Nr. 44.

Ordinychinea

ampersteackul din 18. Februar 1857, prin care ce antpodose an Dalmatia o noa tari-fa de vama.

An bulatinala imperiala mbanikiala X, Nr. 44, estrapatala an 11. Martie 1857.

Nr.

45.

Декретал

министеріи финансов и торговли от 4. Марта 1857,

гласно которому в Даламацию, начиная с 1. Марта 1857,

a dalmátországi új vámjegyzék fogantatása tárgyában.

A birodalmi törvénylap X. dar. 45. sz. kiadott márczius 11-kén 1857.

46. szám.

Kibocsátványa

a pénzügyi ministeriumnak 1857 márczius 4-ről,

kiható minden koronaországokra,

az 1857 február 18. kelt dalmátországi új vámjegyzék néhány határozatainak fogantatása iránt, a Dalmátország s az általános vámterület közötti forgalomra nézve engedett vámkedvezmények tárgyában.

A birodalmi törvénylap X. dar. 46. sz. kiadott márczius 11-kén 1857.

Az 1857 február 18-kán kelt dalmátországi új vámjegyzék (birod. törv. lap X. dar. 44. sz.) melletti előmlekeztetés 14. §. szerint, az említett vámjegyzék 1. e) bet. 10, 11, 12 e) bet., továbbá 13-tól kezdve bezárólag 28. szakai s illetőleg tételei alatt elősorolt olly gyártmányoktól, mellyek az ausztriai általános vámterület (mellyhez a főnálló vámegegyesülési szerződvények tartama alatt az Ausztriával vámegegyesült Modena, Parma és Liechtenstein országok is tartoznak) szabad forgalmából Dalmátországba vitetnek be, a vámjegyzékben megállapított beviteli vámnak csak fele fizetendő, ha az idézett 14. §-ban a), b) és c) alatt elősorolt föltételek egyesülve léteznek.

A Dalmátország s az ausztriai általános vámterület közötti forgalomra nézve engedett vámkedvezményben a szabad kikötők üveg- és szappangyárainak, továbbá őrlőmalmainak és cukorfinomítóinak termelvényei is részesítetnek, ugyanazon föltételek alatt, mellyeknek teljesítése mellett azok az általános vámterületbei bevitelre nézve kedvezményes vám alá vetvők.

Az említett föltételek teljesítése tekintetében következők tartandók szem előtt:

1. Ha az említett fajú gyártmányok a Dalmátországbai kivitel végett közvetlenül a 14. §. b) bet. alatt elősorolt vámhivatalok valamelyikénél vallatnak be, azon hivatal, mellynél az áru kivitele történik, épen úgy köteles eljárni, mint más kiviteli árakra nézve, csupán azon eltéréssel, hogy a küldemény hivatalos zár alá teendő s a kiviteli bevallási jegyen az árura tett hivatalos zár faja előadandó.

A bevallási jegy mindég olasz nyelven adandó ki.

betreffend die Vollziehung des neuen dalmatinischen Zolltarifes.

Im Reichs-Gesetz-Blatte X. Stück No. 45, ausgegeben am 11. März 1857.

No. 46.

E r l a ß

Des Finanzministeriums vom 4. März 1857,

giltig für sämtliche Kronländer,

betreffend die Vollziehung einiger Bestimmungen des neuen dalmatinischen Zolltarifes vom 18. Februar 1857, über Zollbegünstigungen für den Verkehr Dalmatiens mit dem allgemeinen Zollgebiete.

Im Reichs-Gesetz-Blatte X. Stück No. 46 ausgegeben am 11. März 1857.

Nach §. 14 der Vorerinnerung zu dem neuen dalmatinischen Zolltarife vom 18. Februar 1857 (Reichs-Gesetz-Blatt, X. Stück, No. 44), ist für die, unter den Abtheilungen und rücksichtlich Posten 1 lit. e), 10, 11, 12 lit. e) dann 13 bis einschließlich 28 des erwähnten Tarifes genannten Fabrikate, welche aus dem freien Verkehre des allgemeinen österreichischen Zollgebietes (wozu auch die mit Oesterreich zollvereinten Länder Modena, Parma und Liechtenstein für die Dauer der bestehenden Zolleinigungs-Verträge gehören) nach Dalmatien eingeführt werden, nur die Hälfte des in dem Tarife festgesetzten Eingangszolles zu entrichten, wenn die in dem bezogenen Paragraphen unter a), b) und c) festgesetzten Bedingungen vereint eintreffen.

Zur Theilnahme an der dem Verkehre Dalmatiens mit dem allgemeinen österreichischen Zollgebiete zugestandenen Zollbegünstigung werden auch die Erzeugnisse der Glas- und Seifen-Fabriken, dann der Mahlmühlen und Zuckerraffinerien der Freihäfen unter denselben Bedingungen zugelassen, gegen deren Erfüllung sie einen Begünstigungszoll für die Einfuhr in das allgemeine Zollgebiet genießen.

In Absicht auf die Erfüllung der erwähnten Bedingungen ist Folgendes zu beobachten:

1. Werden Fabrikate der in Rede stehenden Art unmittelbar bei einem der unter §. 14 lit. b) genannten Zollämter für die Ausfuhr nach Dalmatien erklärt, so hat das Austrittsamt gerade so wie bei anderen Ausfuhrwaaren vorzugehen, mit der einzigen Abweichung, daß die Sendung unter amtlichen Verschluss zu legen und auf dem Ausfuhr-Declarationscheine die Art des angelegten amtlichen Verschlusses ersichtlich zu machen ist.

Der Declarationsschein ist stets in italienischer Sprache auszufertigen.

decree ескортава ноѣл тариѣ де вамъ дин Далматиа.

Ан вѣдѣтинскѣ имперіалѣ мѣснѣнскѣ X, Nr. 45, есрпадатѣ 11. Марте 1857.

Nr. 46.

Декретскѣ

министеріумѣ де Финанге дин 4. Марте 1857,

нентрѣ тоѣе перѣсе имперіалѣ,

decree ескортава знордѣ дичносе-чѣнѣ але ноѣл тариѣ де вамъ дин Далматиа дин 18. Фабрѣ 1857.
decree фаворіилѣ де вамъ нентрѣ комерчѣскѣ Далматіѣ кѣ теріторіскѣ коммунѣ де вамъ.

Ан вѣдѣтинскѣ имперіалѣ мѣснѣнскѣ X, Nr. 46, есрпадатѣ 11. Марте 1857.

Denz §. 14 алѣ ноѣл преімінатѣ деіа ноа тариѣ де вамъ нентрѣ Далматиа дин 18. Фабрѣ 1857 (вѣл. имп. мѣсн. X. Nr. 44) нентрѣ фабрикалѣо индикато есѣ деспѣрѣитѣрѣло ми ан прівинга ноѣл 1, lit. e) 10, 11, 12 lit. e) апоі 13 нѣнѣ инкласіно 28 дин нсміта тариѣ, капі се ворѣ анпортѣ ан Далматиа дин комерчѣскѣ ліберѣ алѣ теріторіскѣ коммунѣ асѣтріакѣ де вамъ (де каро се гінѣ ми періло Modena, Парма ми Liechtenstein капі алѣ ан-портѣ ан реснѣсноа де вамъ асѣтріакѣ не лім-пѣскѣ кѣскѣ ворѣ гінѣ транлатѣло де реснѣсноа де вамъ) е а се реснѣсноа нсмаі жамілатѣ дин вана де инпортѣ детермінатѣ ан тариѣ, декрѣтѣ ворѣ есіѣто кондіціоніѣ дефініѣ ан респентіѣскѣ парграфѣ есѣ a), b) ми c).

Пѣлѣнтѣ фаворіилѣ де вамъ конѣсе Далматіѣ ан комерчѣскѣ кѣ теріторіскѣ коммунѣ асѣтріакѣ де вамъ, се ворѣ перміѣ ми продѣнтѣло фабрѣлорѣ де глѣжѣ ми сѣнонѣ прѣкѣтѣ ми алѣ морѣлорѣ ми рафінеріѣлорѣ де захарѣ дин портѣрѣліѣ ліберѣ, тотѣ сѣнтѣ аѣло кондіціоніѣ пѣлѣнтѣ а кѣрорѣ анлініѣре се вѣкѣрѣ де вана зноратѣ нентрѣ анпортѣскѣ ан теріторіскѣ коммунѣ де вамъ.

Ан прівинга анлініѣреі нсміѣлѣ рѣ кондіціоніѣ се ворѣ обсерѣва зрѣтѣлѣло:

1. Кѣндѣ фабрикалѣ де фѣлѣскѣ де каро е ворѣ се ворѣ декіара нентрѣ еспортѣскѣ кѣтрѣ Далматиа деадрѣнтѣскѣ ла знѣскѣ дінтро оффіціѣлѣ де вамъ нсміѣ есѣ §. 14 lit. b), атѣнѣчѣ оффіціѣскѣ де ешѣре ва проѣде токѣл аша ка ми ла алѣ марѣ де еспортѣ, кѣ сін-гѣра есѣпѣчѣне кѣ еспедіѣтѣра се ва нѣне сѣнтѣ анкіѣсѣре оффіціѣлѣ ми ан адеверінга декіараторіѣ де еспортѣ се ва аднота модѣскѣ кѣтѣ с'а нѣскѣ анкіѣсѣреа оффіціѣлѣ. Адеверінга де декіарѣчѣне се ва да тотѣзна ан лімѣа іта-ліанѣ.

2. Ha az áru valamely benső vámhivatalnál vallatik be a Dalmátországba leendő kivitel végett, ezen vámhivatal köteles a küldeményt a kiszabott kiviteli vámeljárás alá venni, s a bevallásban előadott irány szerint a b) bet. alatt említett vámhivatalkok valamelyikéhez utalni.

Ezen vámhivatal köteles a kivitelre nézve rendelt eljárást az áru további rendeltetésére való tekintet nélkül teljesíteni s annakutánna az eredeti bevallás hozzacsatlása mellett, ha az áru illyennel érkezett be, az 1. sz. alatti határozatok megtartásáról új bevallási jegyet adni ki.

3. Azon körülmény, hogy az áru az ausztriai általános vámterület szabad forgalmából származik, vagy ha a szabad kikötőkbeli vámkedvezményes termelvény forog kérdésben, hogy arra nézve a vámkedvezménybeni részesítés végett kiszabott különös föltételek teljesítettek, azon hivatalos kiadványban, mellyel a küldemény a kilépési hivataltól elbocsáttatik, világosan tanusítandó.

4. A fél köteles, az árut azon dalmátországi vámhivatal elé, mellynél a beviteli megvámozás a vámkedvezmény alkalmazása mellett oszközlendő, a zár megsértése nélkül állítani, s a hivatalnak átadandó beviteli bevalláshoz a kiviteli hivatal által kiadott kiviteli bevallási jegyet mellékelni, minthogy ezen okmány a bevallás mellett a dalmátországi vámhivatal lajstromának tanusítványaul szolgáland.

5. Ha az 1. sz. alatt említett esetben olly áru forog kérdésben, mellynek kilépése az adó megtérítése végett s a t. hebizonyítandó, s ha ennél fogva a fél azt kívánja, hogy neki még egy külön kilépési bizonyítvány adassék, ezen bizonyítvány az e végett egy harmad példányban benyújtandó kiviteli bevallásnak olylyankép megjelölendő harmadlatán adandó ki.

Báró Bruck s. k.

47. szám.

Rendelete

a kereskedelmi, ipar- és középítészeti ministeriumnak 1857 márczius 2-ről,

kibátó minden koronaországokra, a katonai határőrséget kivéve,

mellyel a csapó (körte) mérlegeknek a kicsinybeni eladásnál való használatára betiltatik.

A birodalmi törvénylap XI. dar.-47. sz. kiadott márczius 14-kén 1857.

2. Wird die Waare bei einem Zollamte im Innern zur Ausfuhr nach Dalmatien erklärt, so hat das Zollamt die Sendung dem vorgeschriebenen Ausfuhr-Zollverfahren zu unterziehen und nach der in der Erklärung angegebenen Richtung nach eines der unter lit. b) genannten Zollämter anzuweisen.

Dieses Zollamt hat das für den Austritt vorgeschriebene Verfahren, ohne Rücksicht auf die weitere Bestimmung der Waare zu pflegen, und sodann unter Beischluss der Original-Erklärung, falls die Waare mit einer solchen anlangte, einen neuen Declarationsschein unter Beobachtung der Bestimmungen Zahl 1 auszustellen.

3. Der Umstand, daß die Waare aus dem freien Verkehre des allgemeinen österreichischen Zollgebietes her stammt, oder wenn es sich um ein zollbegünstigtes Erzeugniß der Freihäfen handelt, daß hinsichtlich desselben die besonderen Bedingungen für die Theilnahme an der Zollbegünstigung erfüllt wurden, muß in der amtlichen Ausfertigung, mit welcher die Sendung vom Austrittsamte entlassen wird, ausdrücklich bestätigt erscheinen.

4. Der Partei liegt ob, die Waare zu dem dalmatinischen Zollamte, bei welchem die Einfuhrverzollung mit Anwendung der Zollbegünstigung zu geschehen hat, mit unverletztem Verschlusse zu stellen, und der denselben zu überreichenden Einfuhrerklärung den vom Austrittsamte ausgefertigten Ausfuhr-Declarationsschein beizuschließen, indem diese Urkunde neben der Erklärung zum Registerbelege des dalmatinischen Zollamtes zu dienen hat.

5. Sollte es sich in dem unter Zahl 1 erwähnten Falle um eine Waare handeln, deren Austritt zum Behufe einer Steuervergütung u. s. w. erwiesen werden muß, und daher die Partei verlangen, daß ihr noch eine besondere Austrittsbestätigung erfolgt werde, so ist dieselbe auf einem, als solches zu bezeichnenden Triplicate der zu diesem Behufe in einer dritten Ausfertigung beizubringenden Ausfuhrerklärung zu ertheilen.

Freiherr von Bruck m. p.

No. 47.

Verordnung

des Ministeriums für Handel, Gewerbe und öffentliche Bauten vom 2. März 1857,

giltig für alle Kronländer, mit Ausnahme der Militärgränze,

womit die Anwendung der Schnellwagen beim Detailverkauf verboten wird.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XI. Stück No. 47, ausgegeben am 14. März 1857.

2. Даъъ марфа дефинатъ нентръ еспортъ кътръ Далмация се ва декларация ла зпъ оффицъ де ватъ интеръ, а зпъчъ оффицъ де ватъ ва еспортъ суетъра ла прочесъра прескрипъ нентръ вата де еспортъ, шъ авъндъ дп ведере дйречъсна индикатъ дп декларъчъсна о ва асемна ла зпъ днтре оффицъле де ватъ н-мте сзъ лит. б).

Ачестъ оффицъ де ватъ ва обсерва прочесъра прескрипъ нентръ еспортъ фъръ де а маъ аве гръжъ де дефинъчъсна марфеъ, шъ апоъ алъзърждъ декларъчъсна де оръине декътва ачсаста се ва афла джпгъ марфъ, ва да о поъ адеверинъ де декларъчъсна обсервъндъ дйречъчъсна де сзъ нтеръ 1.

3. Ампревараеа къ: марфа провине дин коммърчълъ либеръ алъ територълъ коммънъ австриакъ де ватъ, ор дакъ ва фъ ворба де зпъ продънтъ дин портъриле либере, каре е а се втмъ къ ватъ зшоратъ, ампревараеа къ дп провинца ачестъ продънтъ с'аъ дпнитъ кондицъсна спре а се нтэ вкъра де вата зшоратъ, дебе сзъ се компробеже еспресъ дп еспедитъра оффицъле къ каре се димте спедитъра дела оффицълъ де емпре.

4. Асъра пъреъ каде деторинца де а дпгръжъ ка ла оффицъле де ватъ дин Далмация ла каръ е а се лза вата де дппортъ пелъ дп дпкареа фаворитъ де ватъ, сзъ се дпфъцишезе марфа дп дпкъсъръ невътматъ, прекъ шъ ка декларъреъ де инпортъ сзъ се алъзъре адеверинца декларъторъ де еспортъ датъ де кътръ оффицълъ де емпре, фъндкъ ачестъ докъмънтъ динпревъ къ декларъчъсна ва сербъ нентръ реестрътъра оффицълъ де ватъ дин Далмация.

5. Даъъ дп касълъ дндикатъ сзъ нтеръ 1 ва фъ ворба де о марфъ, а къреъ еспортъ дебе сзъ се дитиме дин касъа ревопифъреъ де контривъчъсна м. а. м., шъ прин зрмаре партеа ва претинде ка сзъ и се маъ де дпкъ о адеверинъ спешъале де еспортъ, а зпъчъ ачсаста се ва да дп зпъ тринликатъ индикатъ ка атаре алъ декларъреъ де еспортъ каре спре ачестъ сконъ се ва да дп треъ есемпларе.

Баронъ де Бркъ м. п.

Nr. 47.

Ordinъчъсна

министеърълъ де коммърчъс, индъстриъ шъ констръитъреде пълъче дин 2. Марте 1857,

нентръ тоге переле имперълъ афъръ де конфинълъ млитаре,

прин каре ла вандереа къ нъръндъимълъ се проибсече апликареа кънтарълъ.

Дп вълетинълъ имперъале тънънкълъ XI, Nr 47, еспрадъ дп 14. Марте 1856.

A kereskedelmi ministerium a belügyi ministeriummal egyetértőleg a beálló valamint a be nem álló csapó (körte) mérlegek használata a közönség részére eszközölt kicsinybeni eladásnál; ezennel általános betiltandónak találta. Csak a nagybeni eladásnál, ha a vevő beleegyezik, engedtetik meg a rendesen hitelesített beálló csapó (körte) mérlegeknek használata; jogában állván a vevőnek serpenyős mérleg használatát követelni, mely esetben az eladó, a vevő ebbeli kívánságát teljesítenie köteles.

Be nem álló csapó mérlegeket nagybeni eladásnál nem szabad használni.

A csapó mérlegeknek saját ellenőrzési czélok tekintetéből használata, a fentebbi tilalom által érintetlenül marad.

Ezen szabály megszegései a mennyiben a büntető törvények által tiltott cselekvények nem fordulnak elő; az 1854 april 20-án kelt császári rendelet (bir. törv. lap 96. sz.) s az 1854 april 25-én kelt ministeri rendelet (bir. törv. lap 102. sz.) értelmében fognak fenytetni a tilos használaton kapott csapó mérlegek elkobzottaknak nyilvánítani.

Ezen rendelet 1857 julius 1-jén lépend hatályba.

Toggenburg lovag s. k.

48. szám.

Rendelete

a belügyi ministeriumnak 1857 márczius 6-ról,

kiható Galiciára s Lodomeriára, a Krakói nagyhercezségre s Bukovinára,

a földtehermentesítési s szabályozási országos bizottmányoknak s a politikai hatóságoknak, az ürberi viszonyból keletkezett azon perek tárgyalása és elhatározására vonatkozó illetősége iránt, mely pereknek tárgya az 1853 julius 5-kén kelt legfelsőbb császári nyiltparancs (bir. törv. lap 130. sz.) határozatai alá tartozik.

A birodalmi törvénylap, XI. dar. 48. sz. kiadott márczius 14-kén 1857.

49. szám.

Rendelete

a pénzügyi ministeriumnak 1857 márczius 6-ról,

kiható a birodalom minden koronaországaira,

Das Handelsministerium findet im Einverständnisse mit dem Ministerium des Innern sich veranlaßt, den Gebrauch der einstehenden so wie der nicht einstehenden Schnellwagen beim Detailverkaufe an das Publikum hiemit allgemein zu verbieten. Nur für den Verkauf im Großen wird die Anwendung der ordentlich clementirten einstehenden Schnellwagen bei Zustimmung des Käufers noch gestattet, welchem das Recht vorbehalten bleibt, die Anwendung einer Schalenwage zu verlangen, wo sodann der Verkäufer seiner Forderung Folge zu geben verpflichtet ist.

Nicht einstehende Schnellwagen dürfen auch beim Verkaufe im Großen nicht angewendet werden.

Die Anwendung von Schnellwagen für eigene Controllzwecke, bleibt durch obige Verbote unberührt.

Uebertretungen dieser Vorschrift werden, in soweit nicht Handlungen unterlaufen, die durch die Strafgesetze verpönt sind, nach der kaiserlichen Verordnung vom 20. April 1854 (No. 96 des Reichs-Gesetz-Blattes) und der Ministerial-Verordnung vom 25. April 1854 (No. 102 des Reichs-Gesetz-Blattes) geahndet, und die in verbotener Anwendung betretenen Schnellwagen als verfallen erklärt.

Diese Verordnung hat mit 1. Juli 1857 in Wirksamkeit zu treten.

Ritter von Toggenburg m. p.

No. 48.

Verordnung

des Ministeriums des Innern vom 6. März 1857,

wirksam für das Königreich Galizien und Lodomerien, das Großherzogthum Krakau und das Herzogthum Bukowina,

hinsichtlich der Competenz der Grundlasten-Ablösungs- und Regulirungs-Landescommissionen und der politischen Behörden zur Verhandlung und Entscheidung jener aus dem grundherrlichen Verhältnisse herrührenden Streitigkeiten, deren Gegenstand den Bestimmungen des Allerhöchsten Patentens vom 5. Juli 1853, No. 130 des Reichs-Gesetz-Blattes, unterliegt.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XI. Stück No. 48, ausgegeben am 14. März 1857.

No. 49.

Verordnung

des Finanzministeriums vom 6. März 1857,

giltig für alle Kronländer der Monarchie,

Ministeriul de comerçiu și administrație cu ministeriul de interne a afliat cu care a ordina, ca la vinderea cu târziușă să nu mai fie permise a se aplica cântarile celtoropă or neceltoropă. Numai la vinderea cu rđdikata e permise ca să se aplico cđntarile celtapăș cimentată cum se cade dact se va rđnoii cđminstrtorisă, kđria i recerbată drentisă de a pretinde ca să se aplico cđmpna, și an auctă kacđ vinzetorșă e detorșă a i rđnnaii pretincđnea.

Cđntarșă nđceltoropă nu e permise a se aplica nice la vinderea cu rđdikata.

Prin provisorie de mai sus rđmano nemodifikatș aplicaarea cđntarșăi pentrș cđnșpři anșme de controlș.

Avateroa și kontra auctăș prescripșă, dekđmba nu vorș okkșre fante kapı vorș fi a se pedenci dđntș lecișe penaiș, se va pedenci dđntș ordđnșșnea rđmterșșacđș din 20. Aprilie 1854 (bđl. imn. N. 96) și ordđnșșnea ministeriulo din 25. Aprilie 1854 (bđl. imn. N. 102) șar cđntarșăș ce se va aplica, se va konflikta.

Auctășta ordđnșșșnea va intra și antșbitato și an 1. Iulie 1857.

Kavalorșă de Toggenburg m. p.

Nr. 38.

Ordinșșșnea

ministeriul de interne din 6. Martie 1857.

pentrș pemnșăș Galiciă și Lodomeria, mareșo dđntăș Krakovia și pentrș dđntășăș Bukovina,

decđpe kom. cetđnșa kommiđionlorđ de țearș nem. șđ perđlapea și decđ faterșea șarșă șelorđ de rđmđntđ. prekđm și decđpe e kommiđnșa de perđtoriclorđ polit. ce și prinșnșa nertrantșpei și decđ idepel acđura așelorđ kontraverșeie provđntđtoro din reșerđnșșle șrșarșăș și ale kđporđ obientđ kade cđș dđntășe. cđșđnșșo patentei rđmterșșecđș din 5. Iulie 1853 (bđl. imn. N. 130).

An bđletinșăș imneriulo rđnșnkđșăș XI. Nr. 48, ectpadatș și an 14. Martie 1857.

Nr. 49.

Ordinșșșnea

ministeriul de Finance din 6. Martie 1857,

pentrș toto țepeșe imnerșșșșș,

a vegy-műtani czélokra szolgáló belföldi só árainak mérséklése s az ily-lyes külföldi sónak vámmentes behozatala iránt.

A birodalmi törvénylap XI. dar. 49. sz. kiadott márczius 14-kén 1857.

Olly czélból, hogy a sóból kikerülő vegyészeti segédanyagok termelése a műipar előmozdítása végett könnyíttessék, Ő cs. k. Felvétele 1857 február 18-kán kelt legfelsőbb határozványával következőket méltóztatott jóváhagyni:

I. A vegy-műtani czélokra szolgáló belföldi ugynevezett Gyársó árai következőkép szállíttanak le:

a) a főtt sóra nézve	
Hallban	58 krra
Gmundenben	54 "
Halleinban	36 "
a kelet galliczai, továbbá Bukovinában a kaczikai és Magyarországnban a sóvári sófőzéseknél	32 "
b) a tengeri sóra nézve	
Capodistria s Piranoban	32 "
Velenczében	40 "
c) a kősóra nézve	
Wieliczka s Bochniában, továbbá a máramarosi s az erdélyi sóaknáknál	18 "
az ezen kősó-aknáknál hulladékokért, mellyek emberi élvezetre nem használhatók	12 "

egy bécsi mázsától elválhazatlan állapotban

II. A vegy-műtani czélokra szolgáló külföldi só vámmentesen vitelhetik be, a jövedék biztosítására szükséges következő ellenőrségi határozatok mellett:

1. A sónak ezen vámmentes behozatala végetti engedély a pénzügyi ministerium által csak a vegyészeti termelvények előállításával foglalkozó azon gyárvállalatoknak adatik, mellyek az 1851 junius 15-kén kelt legfelsőbb határozvány s az ennek folytán 1851 junius 27-kén kelt végrehajtási szabály (birod. törv. lap 1851. évfolyam XLVII. darab 169. sz.) rendelkezéséhez képest, a műtani czélokra szolgáló sónak kedvezményes ároni vételére; hivattvák, s erre a törvényes föltételek teljesítése mellett az illető pénzügyi hatóságok által följogosittattak, vagy, a mennyiben új gyárak föllállítása sorog fön, a törvényes föltételek teljesítésére készeknek nyilatkoznak. Az engedély csak annak bebizonyítása mellett adatik, hogy a gyárvállalatoknak a belföldi sóaknáktól távolsága s az ez által föltételezett költségesség, szállítás miatt, a megkívántató sószükséglet a belföldi sóaknákból kellő módon nem fedeztethetik. Ezen engedélyért mindég előre s irásban, az illető országos pénzügyigazgatóság útján, a gyár valószínű üzleti terjedelmének, s az évenként megkívántató sómennyi-

über die Ermächtigung der Preise des inländischen Salzes und die zollfreie Einfuhr ausländischen Salzes für chemisch-technische Zwecke.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XI. Stück No. 149, ausgegeben am 14. März 1857.

Um die Erzeugung chemischer Hilfsstoffe, welche aus Salz gewonnen werden, zur Beförderung der Gewerbsthätigkeit zu erleichtern, haben Seine k. k. Majestät mit Allerhöchster Entschliessung vom 18. Februar 1857 zu genehmigen geruht:

I. Die Preise für das inländische, sogenannte Fabrikasalz zu chemisch-technischen Zwecken werden herabgesetzt.

a) für das Sudsalz	
in Hall auf	58 fr.
" Gmunden "	54 "
" Hallein "	36 "
bei den officinellen Salinen, dann bei jenen zu Kaczika in der Bukowina und Soovar in Ungarn auf	32 "
b) für das Seesalz	
in Capodistria und Pirano auf	32 "
" Venedig auf	40 "
c) für das Steinsalz	
in Wieliczka und Bochnia, dann bei den Salinen in der Marmaros und in Siebenbürgen auf	18 "
und für die Abfälle an diesen Steinsalzstätten, welche zum menschlichen Genuße nicht verwendbar sind	12 "

für den Wiener St. im unverpackten Zustande.

II. Ausländisches Salz kann zu chemisch-technischen Zwecken unter den folgenden, zur Sicherheit des Gefalles gebotenen Controlsbestimmungen zollfrei eingeführt werden.

1. Die Bewilligung zu diesem zollfreien Salzbezuge wird vom Finanzministerium bloß jenen Fabrikunternehmungen für die Erzeugung chemischer Producte ertheilt werden, welche nach der Bestimmung der Allerhöchsten Entschliessung vom 15. Juni 1851 und der hienach erlassenen Vollzugsvorschrift vom 27. Juni 1851, (Reichs-Gesetz-Blatt vom Jahre 1851, XLVII. Stück, No. 169), zum Salzbezuge für technische Zwecke um begünstigte Preise berufen, und hiezu nach Erfüllung der gesetzlichen Bedingungen von den bezüglichen Finanzbehörden berechtigt worden sind, oder welche sich, in soferne es sich um die Errichtung neuer Fabriken handelt, zur Erfüllung der gesetzlichen Bedingungen bereit erklären. Die Bewilligung wird nur gegen die Nachweisung ertheilt, daß wegen der entfernten Lage der Fabrikunternehmungen von den inländischen Salzstätten und wegen des hiedurch bedingten kostspieligen Transportes, der erforderliche Salzbedarf in entsprechender Weise nicht aus den letzteren bedeckt werden kann. Es ist um diese Bewilligung stets vorhinein und schriftlich im Wege der bezüglichen Finanz-Landesbehörde un-

prin care ce ckade prevedzad pentru carea indigenz mi ce ckatece de vamz inportzad carei din zeru strzime pentru scopzri chemiko-technice.

Am besletinaz imperiale mznznkiaz XI, Nr. 49, estradatiz dn 14. Marte 1857.

Scpre a zhoraz prodzcherea materielorz svzcidiazri chemice karu ce faxz din care mi cznt delincz pentru pnaintarea indzstriei, M. C. c. p. Apostoliaz a vine voitz a anprosa zpmztorere prin rezkriutzaz pnmerzteczkz din 18. Faxrz 1857:

I. Prezszrike pentru carea indigenz asa nsmitz care de faxrikz pentru scopzri chemiko-technice ce va ckzde:

a) pentru carea fztz	
dn Hall la	58 kp.
dn Gmunden la	54 "
dn Hallein la	36 "
la salinere din Galicia de rzszritz, la celo din Kaczika dn Bzkovina mi Sovar dn Bzrgaria	32 "
b) pentru carea de Mape	
dn Capodistria mi Pirano la	32 "
dn Vinegia la	40 "
c) pentru Carea de netrz	
dn Wieliczka mi Bochnia, apoi la salinere din Marmaros mi din Ardeaz la	18 "
mi pentru acete ckzsztre la acete saline de care petrócz, karu nz cznt vine de mznkare la	12 "

pentru cantarzaz de Bieuz dn care nezn-

II. Carea din zeru strzime ce va pzte dnporta fztz de vamz pentru scopzri chemiko-technice, svz zpmztorere dicnzcezizni de kontrolz, delincz pentru cekzpitarea vinitorz finanziazi.

1. Konczestnea scpre acetz dnportz de care ckzitz de vamz ce va da de kztrz minicteziaz de finance nsmaz acelora dntrznice de faxrike pentru prodzcherea prodzntelorz chemice, karu dznz dicnzcezizni rezkriutzaz pnmerzteczkz din 27. Iznie 1851 mi dznz rezkriutzaz de ecekstare emicz dn 27. Iznie 1851 (szl. imp. din anzaz 1851 mzn. XLVII N. 169) vorz fi destinate ka pentru scopzri technice cz notz dnporta care ckzitz de vamz mi karu dnplinizd kondiczizni legalz vorz fi kzpztaiz declerare dela respentivele deperztorie finanziazi, or karu dezkmva va fi vorza de dnfinziarea znorz noe faxrike, ce vorz dekizara kz cznt rata scpre a dnplini kondiczizni legalz. Konczestnea ce va da nsmaz dakz ce va legitima kz din kazca depztrzi faxrikei de salinere indigene de care prezkm mi din kazca pre prezioszaz transpoziz din acete saline, nz ce note prokzra dn modz korpezszneztorz carea delincz. Acocata konczestnea ce va chere dnckricz prin respentiva deperztoriz finanziaze de dzarz mi ce va legitima estinciznea faxrikei, carea

ségnek, nemkülönben az ennek jövedék hivatali őrizetére rendelt, elzárható raktári helyiségeknek kimutatása mellett különösen kell folyamodni, s ennél azon vámhivatalat is, mellyen keresztül a só be fog vitetni, s azon utat, mellyen az a gyárba jutand, elő kell adni.

A bevétel rendszerint csak fővámhivatalon keresztül történhetik, s az I. osztályu mellékvámhivatalokon keresztüli bevétel csak kivételesen azon esetekben fog megengedtetni, ha a fővámhivatalon keresztüli bevétel fölötté nagy kerüléssel volna egybekapcsolva.

2. Az országos hatóság ebbeli indítványának eldöntése után, ha új gyár forog kérdésben, azon törvényes föltételeknek teljesítése, mellyek alatt a sónak kedvezményes bevétele általában történhetik, jelesen a kiszabott biztosíték letétele sürgetendő, s ennek folytán az illető vám- és ellenőrségi közlönyökhöz a kérdéses sóküldemények kellő ellenőrzése végett a megkivántató utasítások kibocsátandók.

3. A határszéli első vámhivatal köteles, a behozatalra jogosított mindegyik gyár számára számlát nyitni, mellybe egy részről azon sómennyiség, mellynek a külföldről vámmentes behozatala megengedtetett, más részről az erre behozott szállítmányok beiktatandók. A megengedett évi sómennyiségnek az egyes küldemények által ki nem meritett hátraléka azonban a legközelebbi évre át nem vitethetik.

4. A sószállítás a határszéli első hivataltól a gyárig kísérőjegyi ellenőrség s a gyár felelőssége alatt történik. A kísérőjegy elintézésére, ha a gyár valamely vámhivatal székhelyén kívül létezik, a gyárt ellenőrző közlöny egyedül, különben pedig a székhelyen létező vámhivatallal egyetértőleg van följogosítva. Ha a gyár a határszéli első hivatal székhelyén léteznék, s ennélfogva a kísérőjegyi ellenőrség szükséges nem lenne, az ellenőrködő közlöny mindenestre köteles a szemlelelet aláírni. Egyszermind az ellenőrködő közlöny által a só átvétele minden esetekben a hivatalos zár rátétele mellett tanúsítandó.

5. Végre a sónak külföldről behozatalára jogosított vállalkozók kötelesek, anyagbeli szükségletüket minden év végével a legközelebbi időszakra nézve megbízhatólag előadni, s ha az ebbeli kimutatásokból, vagy különben a gyár ellenőrzése alkalmával is észrevétnék, hogy a sónak megengedett évi mennyisége, üzletök valóságos terjedelmének meg nem felel, az anyagbevétel a hitelesen kitudott elhasználási mennyiség szerint fog szabályoztatni.

6. A külföldről vámmentesen behozott só kezelése a gyárban ugyanazon ellenőrség alá van vetve, melly a belföldi sóaknákból mér-

ter Nachweisung des wahrscheinlichen Betriebsumfanges der Fabrik, und der jährlich erforderlichen Salzmenge, sowie des Vorhandenseins der, zu deren gefällsämtlichen Verwahrung bestimmten, verschließbaren Magazinsräume speciell einzuschreiten, und hierbei auch das Zollamt, über welches das Salz eingeführt werden, und der Weg, den es bis in die Fabrik nehmen wird, anzugeben.

Die Einfuhr wird in der Regel nur über ein Hauptzollamt gestattet, und der Eintritt über ein Nebenzollamt I. Classe wird bloß ausnahmsweise zugelassen werden, wenn der Umweg über ein Hauptzollamt ein allzugroßer wäre.

2. Nach erfolgter Entscheidung über den dießfälligen Antrag der Landesbehörde ist, falls es sich um eine neue Fabrik handelt, auf Erfüllung der gesetzlichen Bedingungen, unter denen ein begünstigter Salzbezug überhaupt stattfindet, namentlich auf Erlag der vorgeschriebenen Caution zu dringen, und es sind sofort die entsprechenden Weisungen an die bezüglichen Zoll- und Controlsorgane wegen gehöriger Ueberwachung der fraglichen Salzsendungen zu erlassen.

3. Das Einbruchzollamt hat für jede bezugsberechtigte Fabrik einen Conto zu eröffnen, in welchem das zum zollfreien Bezuge aus dem Auslande bewilligte Salzquantum einerseits, und die hierauf bezogenen Transporte andererseits einzutragen sind. Der durch die einzelnen Sendungen nicht erschöpfte Rest des bewilligten Jahresquantums darf jedoch auf das nächste Jahr nicht übertragen werden.

4. Der Salztransport vom Einbruchsamte bis in die Fabrik erfolgt unter Begleitscheincontrole und unter Haftung der Fabrik. Zur Erlebigung des Begleitscheines ist das Controlsorgan der Fabrik, wenn dieselbe außer dem Standorte eines Zollamtes sich befindet, für sich allein, sonst aber im Einvernehmen mit dem im Standorte bestüblichen Zollamte ermächtigt. Sollte die Fabrik im Standorte des Einbruchsamtes sich befinden, also eine Begleitscheincontrole entfallen, so hat das Controlsorgan jedenfalls den Beschaubefund mitzufertigen. Auch ist in allen Fällen von dem Controlsorgane die Uebernahme des Salzes unter amtlicher Mitsperre zu bestätigen.

5. Die zum Salzbezuge aus dem Auslande ermächtigten Unternehmer sind endlich verpflichtet, ihren Materialbedarf mit Schluß jeden Jahres für die nächste Periode verlässlich anzugeben, und sollte aus den dießfälligen Nachweisungen, oder auch sonst bei Ueberwachung der Fabrik wahrgenommen werden, daß die bewilligte Jahressalzmenge dem wirklichen Betriebsumfange derselben nicht entspricht, so wird der Materialbezug nach Maßgabe der glaubwürdig erhobenen Verbrauchsmenge geregelt werden.

6. Die Gebahrung mit dem aus dem Auslande zollfrei bezogenen Salze unterliegt in der Fabrik derselben Controle, welche für die Ver-

каты е делнсь дн тотъ анлѣ, прекъм ми къ се афлѣ мѣгъзинеде declinato пентрѣ пѣстрареа оффициале финанциаре, апоі дн зрмѣ се в.л. индѣка ми оффицѣлѣ де ватѣ пѣла каре се днпортѣ сареа, ми дрѣмѣлѣ по каре се транспортѣ пѣлѣ ла фабриктѣ.

Аппортѣлѣ ва фѣ пермісѣ де перѣла нѣмаі пѣла знѣ оффицѣлѣ принѣпале де ватѣ, ми интрапеа пѣла знѣ оффицѣлѣ акѣсоре де ватѣ де класа I. ва фѣ пермісѣ нѣмаі прин есѣпѣзне декъмба пѣла оффицѣлѣ принѣпале де ватѣ с'арѣ фаче пре шаре днкѣнѣрѣ.

2. Дн зрѣа деѣісінеі асѣра прозѣперѣ дерѣкторіѣ де ѣарѣ, се ва сѣрѣі пѣнтрѣка кѣндѣ ва фѣ ворѣа де о фабриктѣ нѣз сѣ со днпѣпѣасѣкѣ конѣіѣнѣле лѣгалі сѣв карі о пермісѣ инпортѣлѣ де саре сѣлѣіѣ де ватѣ ми анѣмо сѣ се депѣлѣ кѣѣіѣнеа прѣскрісѣ, апоі рѣсѣпѣлѣорѣ дерѣкторіѣ де ватѣ ми контролѣ со ворѣ трѣміте нѣмаі декѣіѣ инѣрѣіѣнѣле делнсь дн прѣвінѣа контролѣрѣі епѣдѣтрѣлорѣ де саре.

3. Оффицѣлѣ де интрапе ва ѣіне знѣ конѣлѣ пѣнтрѣ фѣзкарѣ фабриктѣ ѣе арѣ дрѣнѣлѣ де а днпорта, ми ва сѣрѣіо дн конѣлѣ атѣіѣ кѣлімоа сѣрѣі ѣе о пермісѣ а се днпорта дн ѣері сѣрѣіно пѣлінгѣ сѣлѣіроа де ватѣ, кѣіѣ ми рѣлатѣвѣло транспорте. Рѣсѣлѣ ѣе ва рѣмѣнѣо дн кѣлімоа де саре конѣсѣ пѣнтрѣ знѣ анѣ, нѣ е пермісѣ а се инпорта дн ѣелалѣлѣ анѣ.

4. Транспортѣлѣ де саре делѣ оффицѣлѣ де интрапе пѣлѣ ла фабриктѣ се ва фаче сѣв контрола адевернѣлорѣ коммітіно ми сѣв ро-снѣнѣелѣоа фабриѣі. Дакѣ фабрѣка нѣ се ва афла дн локѣлѣ дн каре се афлѣ ми знѣ оффицѣлѣ де ватѣ, адевернѣа коммітілѣ се ва деѣіде нѣмаі де кѣтрѣ органѣлѣ де контролѣ алѣ фабриѣі, сар' дн а.те кѣсѣрѣі дн днѣ-леѣре кѣ оффицѣлѣ локале де ватѣ. Кѣндѣ контрола адевернѣлѣі коммітіне нѣ ва фѣ делнсь дн кѣсѣ кѣ фабрѣка се афлѣ дн локѣлѣ дн каре се афлѣ ми оффицѣлѣ де интрапе, атѣнѣі органѣлѣ де контролѣ ва сѣв-сѣрѣіе ла тотѣ днѣмѣлѣрѣа сѣлѣлѣ рѣперѣлѣлѣ. Оффицѣлѣ де контролѣ ва компрѣва дн тотѣ кѣсѣрѣіе днпрѣѣрѣрѣа кѣ сареа с'а сѣсѣпѣлѣ сѣв колѣкѣісоре оффициале.

5. Анѣрѣпнѣелорѣі карі сѣнѣ аѣторіѣнѣі а днпорта саре дн ѣері сѣрѣіне, сѣнѣ овлѣаѣі ка кѣ капѣлѣлѣ фѣзѣрѣі анѣ сѣ-мі арѣато кѣ сѣкѣрѣіате лѣпѣа матеріале пѣнтрѣ ѣелѣ маі деапрѣне періодѣ, ми декъмба дн рѣлатѣвѣло лѣѣітѣрѣі ор ла контроларѣа фабриѣі се ва овсѣрѣа, кѣ кѣлімоа де саре конѣсѣ не знѣ анѣ нѣ коррѣсѣнѣде адеѣрѣатѣі еѣінісіні а фабриѣі, днпортѣлѣ матеріале се ва рѣрѣла дрѣлѣ кѣлімоа делнсь конѣлатѣлѣ дн модѣ демѣлѣ де крѣднѣлѣ.

6. Маннѣрѣіѣнеа кѣ сареа адѣѣсѣ дн ѣері сѣрѣіне пѣлѣнѣлѣ днпортѣлѣ сѣлѣіѣ де ватѣ, е сѣнѣсѣ тотѣ ла аѣеа контролѣ, карѣ

sékelt áron vett só fölhasználására nézve ki van szabva.

Jelen kibocsátvány határozatai a lombard-velencei királyságban az illető országos kormánylap által kihirdetendő napon, a többi koronaországokban pedig 1857 april 1-jén lépnek hatályba.

Báró Bruck s. k.

50. szám.

Rendelete

az igazságügyi ministeriumnak 1857 márczius 7-ről,

kiható a birodalom egész területére, a katonai határőrsége kivéve,

a dánországi, németalföldi és belgiami bíróságokkal való levelezés tárgyában.

A birodalmi törvénylap XI. dar. 50. sz. kiadott márczius 14-kén 1857.

A cs. k. bíróságok oda utasítatnak, miszerint a dánországi, németalföldi és belgiami bíróságokhoz intézett megkeresvényeiket, ezen megkeresvények akár bírói irományok kézbesítését akár más valamely hivatalos cselekvény teljesítését tárgyazzák, ne közvetlenül, hanem az igazság- s külügyi ministeriumok útján küldjék be.

Báró Krauss s. k.

51. szám.

Rendelete

az igazságügyi ministeriumnak 1857 márczius 7-ről,

kiható Magyar-, Horvát- és Tótországokra, a Szercevajdaságra s a temesi hánságra,

azon kérdés tárgyában, mint kelljen a betáblázott követeléseknek, az 1855 december 15. kelt rendelet (birod. törv. lap 222. sz.) 3. §-a 4. pontjában előszabott bejelentését, azoknak az új telekjegyzőkönyvekbe leendő átkeblezése végett, azon esetben teljesítenie, ha a betáblázott eredeti oklevelek elvesztek.

A birodalmi törvénylap XI. dar. 51. sz. kiadott márczius 14-kén 1857.

wendung des aus inländischen Erzeugungstätten gegen ermäßigte Preise. erhobenen Salzes vorgeschrieben ist.

Die Bestimmungen des gegenwärtigen Erlasses treten im lombardisch-venetianischen Königreiche an dem, durch das bezügliche Landes-Regierungs-Blatt kundzumachenden Tage, in den übrigen Kronländern aber am 1. April 1857 in Wirksamkeit.

Freiherr von Bruck m. p.

No. 50.

B e r o r d n u n g

des Justizministeriums vom 7. März 1857,

wirksam für den ganzen Umfang des Reiches, mit Ausnahme der Militärgränze,

betreffend den Schriftenwechsel mit den Gerichten der Königreiche Dänemark, Niederlande und Belgien.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XI. Stück, No. 50, ausgegeben am 14. März 1857.

Die f. f. Gerichtsbehörden werden angewiesen, ihre Ersuchsschreiben an die Gerichte der Königreiche Dänemark, Niederlande und Belgien, diese Ersuchsschreiben mögen die Zustellung gerichtlicher Acte, oder die Vornahme anderer Amtshandlungen zum Gegenstande haben, nicht unmittelbar, sondern im Wege der Ministerien der Justiz und des Aeußern einzusenden.

Freiherr von Krauß m. p.

No. 51.

B e r o r d n u n g

des Justizministeriums vom 7. März 1857,

giltig für die Königreiche Ungarn, Kroatien und Slavonien, für die serbische Wojwodschafft und das Temeszer Banat.

über die Frage, wie die im §. 3, Absatz 4, der Verordnung vom 15. Decemb. 1855, No. 222 des Reichs-Gesetz-Blattes, vorgeschriebene Anmeldung intabulirter Forderungen zum Zwecke deren Uebertragung in die neuen Grundbuchs-Protokolle zu geschehen habe, im Falle die intabulirten Originalurkunden in Verlust gerathen sind.

Im Reichs-Gesetz-Blatte XI. Stück No. 51, ausgegeben am 14. März 1857.

е преекрисъ ми нентрѣ аппликареа съреї ком-пърате дин салнеле индигене къ преуѣ микшоратѣ.

Диспозециѣ авестѣї декретѣ ворѣ интра дн антибитате дн ремнѣлѣ ломбардо-венецианѣ дн зѣа че се ва пѣблика прин бѣлетинѣлѣ провинциале, еар' дн челелале цери але имперѣлѣлѣ дн 1. Априлие 1857.

Baronka de Bruck m. p.

Nr. 50.

Ordinъчїзnea

ministeriїlї de ждстїгїѣ дин 7. Марте 1857,

нентрѣ тотѣ кспрїнсаѣ имперѣлѣлѣ, асарѣ де конфинсаѣ милїтаре,

деспре корреспондїнга къ жддекъторїеле дин Данемарка, церїле де жосѣ, ми Белгїѣ.

Дн бѣлетинѣлѣ имперїале тѣлѣлїкїлѣлѣ XI, Nr. 50, есїрадатѣ дн 14. Марте 1857.

Ч. р. дерекъторїе жддекъторесчї се демандѣ ка реквїторїеле лорѣ кѣтрѣ жддегеле дин Данемарка, церїле де жосѣ ми Белгїѣ, фїз нентрѣ инїмареа алторѣ жддекъторесчї ор нентрѣ днтренпїндереа алторѣ перїрантѣрї офїциалї, съ нѣ ле трѣмитѣ дедрентѣлѣ чї прин министрїлѣ де ждстїгїѣ ми де естерне.

Baronka de Krauss m. p.

Nr. 51.

Ordinъчїзnea

ministeriїlї de ждстїгїѣ дин 7. Марте 1857,

нентрѣ ремнѣлѣ Унгарїа, Кроагїа ми Сїавонїа, Воїнодатѣлѣ сербїкѣ ми Бѣнатѣлѣ тїмїанѣлѣ,

деспре днтребареа, кѣм е а се фаче инсїнзареа преекрисъ дн §. 3 алл. 4 дин ordinъчїзnea дин 15. Дечем-бре 1855 (бѣл. имп. Nr. 222) дн прївїнга претїнсїзїлорѣ днтавѣлате къ екопѣ де а се транскрїе дн поеле протоколе де кѣрцї фѣндзарї дн касѣлѣ кѣндѣ се ворѣ фї пердѣтѣ докзментеле орїциналї днтавѣлате.

Дн бѣлетинѣлѣ имперїале тѣлѣлїкїлѣлѣ XI, Nr. 51, есїрадатѣ дн 14. Марте 1857.